

FRANCE ----- FORUM

AOUT 1958 - N° 12 - 150 F



LA NOUVELLE SAINTE RUSSIE

COURRIER DES LECTEURS

Ne pas laisser la jeunesse orpheline

L'enquête de *France-Forum* sur les jeunes et la politique me surprend, je l'avoue, par ses conclusions. Je précise tout de suite que je ne me classe pas parmi les « moins de trente ans », ce qui me permet d'avoir le rôle du spectateur.

Il me semble qu'après avoir constaté le sérieux et la sagesse des réponses il y a mieux à faire que s'interroger pour savoir si la jeunesse est authentiquement jeune ou atteinte de vieillissement mental, et si elle se réclamera de Stendhal ou de Proust.

La jeunesse, dites-vous, fait taire l'« à quoi bon » pour se diriger vers l'action et l'espoir. Mais d'où vient la lassitude que cet « à quoi bon » suppose, d'où vient cette profonde angoisse que vous devinez, sinon de ce que la jeunesse se sent comme orpheline ? Aucune des idéologies héritées des générations précédentes ne lui paraît adaptée au monde qui va naître, aucune des phrases pleines de bons sentiments qu'il lui a été donné d'entendre ne lui semblent, à tort ou à raison, avoir été assorties d'actions belles et généreuses, d'où son dégoût et son angoisse, d'où son recours à la technicité, à l'analyse lucide, seuls points de départ qui lui paraissent valables pour de nouvelles constructions.

Sa détermination à agir « quand même », jointe à son bon sens et sa gravité, lui valent, il me semble, une considération mieux que protectrice.

D'autre part, peut-être faut-il admettre que les jeunes sont plus naturellement adaptés aux conditions de vie en 1958. Le monde technique a évolué très vite ces vingt dernières années et il n'y a aucune honte à constater que ceux qui ont vécu toute cette évolution ont plus de mal à s'y adapter que ceux qui sont nés à un moment où l'irréalisable devient le quotidien et où le changeant devient le stable.

L'humanité entière « vieillit » : il est normal que les jeunes soient plus précoces. Pourquoi ne pas le reconnaître ? Pourquoi ne pas s'assurer un concours qui peut se révéler précieux ?

R..., Paris.

La révolution de l'armée

Votre enquête sur l'armée sous-estime, me semble-t-il, l'ampleur et la portée de la véritable révolution psychologique et morale qui s'est effectuée chez nombre de cadres militaires.

Même un esprit aussi bienveillant pour l'armée que Serge Bromberger, reconnaît, dans le *Figaro* du 26 juin, qu'en franchissant le 13 mai, « un Rubicon politique », les officiers parachutistes étaient « obsédés par les principes de la guerre subversive et tentés d'en appliquer les techniques sur le plan national ». Cela va bien au-delà du simple désir de voir l'État se réformer et appliquer en Algérie une politique plus cohérente.

D'ailleurs, l'armée n'est-elle pas en train d'élaborer à son propre usage une philosophie, une morale, une religion (voyez le récent article du *Monde* sur le « Verbe ») et évidemment, une politique de combat ?

Par contre, je rejoins absolument les conclusions de l'enquête : pas d'autre remède que l'information et l'éducation civiques des militaires.

J. F..., Toulon.

L'émancipation de la femme musulmane

J'ai lu l'article paru dans *France-Forum* : « L'Algérie nouvelle, les Algériens et la France ». Je ne suis pas d'accord avec les thèses de Germaine Tillon.

Certes, cet article représente une étude approfondie ; mais il est aujourd'hui dépassé.

Le mouvement du 13 mai, qu'on le veuille ou non, a transformé les données du problème. L'Algérie nouvelle, c'est celle de l'émancipation de la femme, et par là, toutes les questions qui y sont liées ne se posent plus comme avant : natalité élevée, évolution des mœurs et du niveau de vie, éducation des enfants, etc.

Cette transformation ne peut, bien sûr, s'accomplir d'un seul coup, il faut une période transitoire. Mais celle-ci a déjà commencé.

F. T..., Alger.

Le syndicalisme au carrefour ?

Les récents articles d'Henri Fabre, de Joseph Fontanet ont posé le problème des nouveaux rapports du syndicalisme et de la politique.

Déjà, au cours de son 106^e Comité National, le 13 avril 1958, donc un mois avant les événements d'Alger, la C. F. T. C. avait décidé, pour la première fois de son histoire, d'entendre un rapport sur la conjoncture politique, présenté par André Jean-son, membre du Bureau confédéral, responsable au sein de la Confédération du « secteur politique ».

« Étant donné la carence de ceux qui font profession et dont la mission est de penser les problèmes politiques, de trouver des solutions et de les mener à bonne fin, n'avons-nous pas dépassé le stade de l'attitude et des prises de positions théoriques en matière de politique, et le moment n'est-il pas venu de tenter de trouver des solutions concrètes ? » questionnait celui-ci.

Pour l'avenir, la question ne demeure-t-elle pas posée ? Quelle sera l'attitude des centrales syndicales libres dans le reclassement politique qui se prépare ? Maintien intégral de l'indépendance du syndicalisme à l'égard du politique... ou au contraire prise en charge des responsabilités directement politiques ? Coopération organique avec des partis dans des structures nouvelles, ou constitution d'une ou plusieurs formations du type « Labour » ? La masse demeure réservée et méfiante à l'égard de tout ce qui est politique. Militants et dirigeants s'interrogent. Ils doivent être prudents s'ils veulent rester en prise sur un monde ouvrier fortement imprégné de la tradition a-politique du syndicalisme français, et toujours tenté par le vieux mythe de l'anarcho-syndicalisme... Mais ils savent qu'ils sont condamnés à être audacieux s'ils veulent que la Ve République consacre la démocratie économique.

Dans une France désorientée, le syndicalisme libre, et notamment le syndicalisme chrétien, demeure une des principales forces disponibles. N'est-il pas aujourd'hui au carrefour ?

G. R..., Nancy.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION :
Étienne Borne, Joseph Fontanet, Jean Lecaquet

24 bis, boulevard Saint-Germain - Paris (5*)
C. C. P. Paris 14-788-84 Tél. ODÉon 70-83

Prix de vente au numéro 150 F
Abonnement : 8 numéros par an ... 1 000 F

SOMMAIRE

N° 12 — AOÛT 1958

ÉDITORIAL	Une crise de croissance ? par Léon Dubois	3
AU FORUM	La démocratie chrétienne en question	20
	<i>Débat autour d'un mot, d'un mythe et d'une idée entre Étienne Borne, Félix Lacambre, Louis Terrenoire, Henri Théry, Marc Scherer.</i>	
ENQUÊTE	La nouvelle Sainte Russie, par Georges Le Brun-Keris	13
	<i>Le Communisme et l'U.R.S.S. ne se peuvent comprendre que l'un par l'autre : la Russie des Soviets est devenue le sacrement, le « signe efficace », de la religion communiste.</i>	
QUESTION D'AUJOURD'HUI	Voies et moyens de l'assistance technique, par Michel Lecomte	9
LES PROPOS DE NOTRE TEMPS	Dé la polémique considérée comme l'un des beaux arts, par Étienne Borne	34
NOS RUBRIQUES	Couloirs et Coulisses, Les Travaux et les Jours.	
NOS CHRONIQUES	Théâtre, Cinéma, Arts, Disques.	
NOTES DE LECTURE	Revue des Livres, Revue des Revues.	

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné (Nom et Prénoms) :

Adresse :

Profession :

déclare souscrire un abonnement d'un an à la revue « France-Forum ». Je vous adresse le montant en chèque bancaire - mandat-poste - mandat-carte - versement C. C. P. PARIS 14-788-84

A le

Signature :

TARIF D'ABONNEMENTS	Ordinaire	Soutien	Le numéro
France Métropolitaine	1 000	2 000	150
Autres pays	1 100	2 000	170

● *Ily a dix ans, Bernanos.* — Quelques fidèles se sont souvenus récemment du dixième anniversaire de la mort de Georges Bernanos. L'homme était de ceux qui échappent aux mesures communes. Un grand seigneur solitaire, rebelle à l'enrôlement, mais sans aucune recherche de l'attitude, toujours pressé par les nécessités d'une vie difficile, mêlant toujours à des cris superbes, à des invectives somptueuses, un inoubliable accent de tendresse humaine. Ses romans habités par un mystère de tristesse, de terreur et de joie seront sans doute les plus hautes œuvres mystiques de notre temps. Catholique et monarchiste, Bernanos était un chrétien de la plus profonde chrétienté, un Français de la plus vieille France. Personne n'a parlé comme lui d'honneur et de fierté. Il a assumé parmi nous une sorte de vocation prophétique, mettant sans relâche en accusation la médiocrité, le mensonge, la compromission. Contre le franquisme, contre les totalitarismes, contre l'esprit munichois, contre Vichy et la collaboration, il a mené des campagnes qui furent un des hauts moments de l'histoire politique et spirituelle de notre pays. De tout son courage, Georges Bernanos a été avec Charles de Gaulle. La retraite du général l'avait désespéré, comme un signe sinistre d'affreuse décadence.

Georges Bernanos, qui avait la passion de la liberté, ne croyait pas à la démocratie dans laquelle il dénonçait un système de confort, de conformisme, de nivellement par la facilité et la vulgarité. Les régimes démocratiques lui paraissaient, par insuffisance congénitale d'âme et de cœur, incapables de vaincre les barbaries techniques et communistes que, dans une douleur qui submergea ses derniers jours, il voyait monter sur le proche horizon.

L'auteur de la *Grande peur des Bien pensants* était au fond un révolutionnaire de cette révolution qu'il a admirablement définie : *La plus grande révolution... ou pour mieux dire l'unique révolution de toutes les histoires, celle dont les autres ne furent qu'une pâle image généralement méconnaissable [est] celle de l'homme créé à l'image et à la ressemblance de Dieu, contre la matière qui sournoisement, de siècle en siècle, prévaut lentement contre lui, alors qu'il se donne l'illusion de l'asservir.* La démocratie de l'avenir ne donnera tort à Georges Bernanos que si elle sait retrouver les grandes vertus bernanosiennes de générosité et d'intransigeance, si elle est animée par l'unique ferment révolutionnaire.

● *Le prince et les principes.* — On n'ignore pas que les sceaux de l'actuel gouvernement de la République ont été confiés par le général de Gaulle à

la garde de M. Michel Debré qui, jusque là, avait poussé jusqu'à la fureur son opposition au système. Un de ses voisins de colonne dans *Carrefour*, M. Georges Bidault, qui a pourtant le verbe éclatant, paraissait à côté de lui d'une retenue et d'une modération exemplaires. Ses interventions au Conseil de la République (car, par une ironie du sort, M. Michel Debré avait revêtu la grave et tranquille toge d'un sénateur du système) étaient autant d'explosions tumultueuses. Sa verve de pamphlétaire cinglait de verges furibondes *Les princes qui nous gouvernent*.

Ou du moins qui nous gouvernaient. Car depuis, M. Michel Debré est passé prince. Ce qui n'est pas une promotion,

des intérêts organisés, lui, n'est pas en congé et il ignore même les vacances. La politique financière, si l'on peut dire, de M. Antoine Pinay est une sorte de poincarisme vulgaire qui répond trop bien aux vœux intéressés et aux courtes vues de la fraction la plus attardée du patronat français. Les agriculteurs, de leur côté, menacent de faire voter contre la constitution si le prix du blé n'est pas relevé. Contre cet autre système, les hérauts de notre renaissance nationale paraissent manquer d'éloquence. Tant il est vrai que ce qui est enlevé à la démocratie risque d'être gagné par un corporatisme qui ignore le bien commun et paralyse l'État.

● *Les chances de l'intégrisme.* — Les activistes de l'armée, dont on a vu qu'ils n'acceptaient plus les classiques servitudes militaires, se sont fait une politique, mais aussi une morale et même une religion qui incline vers un catholicisme, abrupt, sommaire et pour tout dire intégriste. Le mouvement de la *Cité catholique*, dont l'organe est *Verbe*, semble ravitailler en idées simples mais dures quelques-uns des officiers de choc qui ont fait récemment irruption dans notre vie publique. C'est ainsi que le général Chassin, président du « *Mouvement Populaire du 13 mai* », est un familier de la *Cité catholique*. La revue *Itinéraires*, dirigée par Jean Madiran, relève d'une mentalité assez analogue à celle de *Verbe* et on remarque de ce côté une sorte d'allégresse fébrile, comme si l'ébranlement du 13 mai ressemblait à une nouvelle « divine surprise » capable de donner des chances à l'intégrisme, jusqu'ici cantonné dans d'obscures, basses et semi-clandestines chapelles.

A *Verbe*, la violence de la polémique et la vigueur de la conviction compensent une pénurie de talents si désertique qu'elle pourrait faire douter de la Providence. On y est contre-révolutionnaire à la manière de cette *Action Française* qui n'en a pas fini de se survivre. On y professe que la démocratie et le communisme font un même bloc tout entier satanique. On entreprend audacieusement sur l'autorité de l'Église pour jeter hors de l'orthodoxie les théologiens et les philosophes les plus fidèles et les plus valables dès lors que leur pensée riche, vivante, ouverte est un témoignage accablant contre les étroitesse de la secte, par exemple un Jacques Maritain accusé tout bonnement d'être partisan d'une « chrétienté super-communiste ».

Comment dès lors ne pas comprendre que dans l'Église, dans la nation, dans l'armée, l'esprit de liberté n'a d'avenir que si s'affirme et se développe une résistance décidée à l'intégrisme ?

Georges Bernanos

Retrouver ses vertus pour faire mentir son pessimisme

mais une conversion. Le nouveau garde des sceaux dirigeait en effet une feuille assez volcanique que dans la sincérité de son cœur il avait appelé *Le Courrier de la Colère*, beau sentiment, mais peu compatible avec le ministère de la justice. Aussi le vieil homme se métamorphosant en homme nouveau, le *Courrier de la Colère* est devenu le *Courrier de la Nation*, voué désormais à prêcher « la nécessaire et féconde unité ». D'où on peut conclure que la révolution est faite, bien faite et achevée puisque, si les princes ont changé, les principes de gouvernement demeurent, et incompatibles avec les principes de l'opposition.

● *Les deux systèmes.* — Le Parlement n'est pas en vacances, mais en congé, a précisé M. André Malraux pour bien montrer que le système des partis était raturé provisoirement de notre vie politique pour permettre au gouvernement de gouverner. Mais le système

UNE CRISE DE CROISSANCE ?

par LÉON DUBOIS.

MAINTES explications ont été données de la crise française actuelle : complot contre le régime, incivisme des électeurs, faiblesse des pouvoirs, carence des institutions. Ces causes révéleraient que la France est profondément malade, qu'elle est entrée en décadence, qu'elle descend sur la pente du déclin.

Ne conviendrait-il pas de se demander si, à côté de ces facteurs inquiétants, il n'y a pas eu une autre cause, qui a pu provisoirement contribuer à l'ébranlement du pays, mais dont l'action à long terme est bénéfique : le foisonnement d'une vie nouvelle dans une France rajeunie et éprise de modernisation, faisant craquer les vieux cadres ? Et est-ce être trop optimiste que de voir alors, dans notre épreuve présente, certains aspects d'une crise de croissance ?

Le déphasage entre la fonction politique et les autres fonctions

La Société française, depuis la Libération, grandit, évolue, se transforme à une cadence autrefois inconnue. Les rapports entre les hommes, les milieux sociaux, les catégories professionnelles, ne sont plus ceux de 1944. Les besoins des personnes, des familles ont changé en nature et en dimension. La France, qui tendait à être un pays de vieillards, redevient une nation d'enfants et de jeunes ; son économie et son équipement culturel doivent répondre aux conséquences de cet heureux événement.

En même temps l'interdépendance de toutes les catégories de Français s'accroît. Ainsi l'agriculture s'équipe à pas de géant, mais ses besoins en moyens de production la rendent de plus en plus solidaire de la production industrielle. Bien plus, même les agriculteurs, du fait des besoins de carburant de leurs quelque cinq cent mille tracteurs, ont mieux mesuré, depuis Suez, la réalité de l'interdépendance économique internationale.

Le prodigieux développement des « corps intermédiaires » syndicats, mutuelles, coopérations, C. E. T. A., mouvements de jeunesse, associations familiales a modifié également l'organisation de notre société et la nature des relations traditionnelles entre le social, le civique et le politique. Or nos institutions politiques n'ont pas évolué parallèlement à ces transformations. Il en est résulté une distorsion entre la fonction politique au niveau national et les autres fonctions.

N'est-ce pas, dès lors, l'inadaptation trop évidente de notre appareil politique à l'action requise par cette évolution, qui a engendré le scepticisme, puis le mépris de nombre

de citoyens, tentés d'opposer l'insuffisante efficacité des institutions, et les progrès accomplis par un pays en plein travail, aux usines toujours plus productives, aux terres de mieux en mieux cultivées, aux prouesses techniques sans cesse renouvelées pour l'admiration des étrangers eux-mêmes ?

N'est-ce pas aussi la faille qui s'est creusée entre les volontés et les activités de tous les animateurs de ce secteur professionnel et social si vivant, et un secteur politique paraissant, par vice de conception ou de fonctionnement, incapable d'intégrer leur dynamisme, à un moment où ils prenaient conscience plus qu'ils ne l'avaient jamais fait jusqu'alors de la solidarité de leurs intérêts avec ceux de la nation tout entière ?

D'autre part, dans de telles conditions, la puissance nouvelle des organisations professionnelles ou sociales s'est développée anarchiquement, mettant en péril les structures politiques demeurées en retard.

Une organisation politique qui intègre le nouveau dynamisme de la société française

Le problème est donc aujourd'hui de mobiliser ce dynamisme témoignant, par-delà ces institutions secondaires, d'une somme d'énergies et de dévouement qui constitue un précieux capital en réserve. A l'heure où il est tant parlé d'incivisme, ne serait-il pas bon de s'interroger sur les motifs qui ont interdit, ou qui n'ont pas permis, que ce dynamisme se transmette au plan politique ?

Dans le monde paysan et plus spécialement dans sa jeune génération, une prise de conscience de la nature et de l'importance des problèmes politiques se produit depuis quelques années. Elle est le fruit d'un travail de formation de militants, mais aussi de la découverte spontanée des limites et des dépendances de l'action professionnelle et familiale, qui conduit à une ouverture sur le politique. Ainsi, à partir du bien de leur secteur particulier, ces jeunes découvrent le bien commun. Les événements d'Alger ont encore accéléré le mouvement. Cette occasion ne doit pas être saccagée. La France en complète transformation n'avait plus un habit politique à sa mesure : il lui faut un vêtement adapté à son organisme en pleine croissance. Il faut que l'instrument politique qu'elle va se donner soit conçu en vue des fonctions nouvelles qui doivent répondre aux besoins, au rythme et aux solidarités du monde d'aujourd'hui.

● Les secrets du succès de l'Italie dans la guerre du pétrole

● L'Italie dans la course au pétrole.

L'Italie n'a — pour ainsi dire — pas de pétrole. Elle n'a plus de colonies. Or elle est en train de devenir une grande puissance pétrolière avec laquelle doivent compter désormais les grands trusts internationaux de l'or noir et de coloniser le sous-sol du Moyen-Orient. Comment ce renversement de situation a-t-il été possible ? Par un miracle. Ce miracle a un nom : il s'appelle Mattei.

Enrico Mattei est ce que les Américains apprécient sous le titre de « self-made man ». Ses origines sont modestes, pour ne pas dire obscures. Il a participé à la résistance. Il est l'ami du président Gronchi. Il soutient financièrement la démocratie chrétienne. Une bonne cinquantaine de députés forment son « groupe de pression » à Montecitorio. Mais les gouvernements passent, Mattei reste, étend son influence, accroît sa puissance. Ses amitiés politiques sont éclectiques : la droite nationaliste lui veut du bien, l'extrême gauche anti-occidentale ne lui veut pas de mal.

D'où vient sa puissance ? De l'État italien qui lui a confié la direction de l'organisme gouvernemental des hydrocarbures. En principe, il doit explorer le sous-sol italien afin d'y trouver du pétrole. L'Italie manque de carburant. Son industrie automobile est prospère. Il y a un malheur : l'Italie, pauvre en beaucoup de choses, sauf en ingéniosité, n'a que très peu de pétrole. Mais il y en a ailleurs dans le monde. Il suffit de le trouver. C'est ici qu'intervient Mattei. Il a dû faire sienne cette maxime de Picasso : « Il faut trouver d'abord et chercher ensuite. » Il a trouvé l'Iran. Il a cherché ensuite à prendre une place dans la compétition mondiale. Ce n'était pas facile : une fois de plus, l'Italie risquait d'arriver trop tard comme le siècle dernier en Afrique, alors que tout était déjà distribué entre les grandes puissances. Au milieu de ce féroce ^{XX}^e siècle, comment, lui, Enrico Mattei, même avec son gouvernement derrière lui, parviendrait-il à obtenir ce qu'un Mussolini n'avait osé convoité ? Comment se ferait-il recevoir du Moyen-Orient au moment où l'on abhorrait et rejetait tout ce qui était occidental, où l'on menaçait les trusts, où Nasser fermait Suez ? Ce fut pourtant très simple. Le proverbe : « le malheur des uns fait le bonheur des autres » doit être italien. On lutte contre le colonialisme et ses séquelles ? Mattei applaudit.

Une raffinerie d'Enrico Mattei sur les bords du Po

Partout il y a quelque chose à prendre.

● Vers un compromis sur la zone de libre-échange ?

L'Italie a renoncé à ses rêves impériaux, elle n'a jamais exercé de domination politique, sous quelque forme que ce soit, en Égypte, en Irak ou en Iran. Or force sera bien aux pays musulmans de vendre leur pétrole, une fois chassés les derniers Anglais, les derniers Français. Les trusts ont mauvaise presse ? Qu'à cela ne tienne. Mattei ne représente pas un trust, mais un organisme d'État. Il ne doit pas répondre devant un Conseil d'Administration. Il n'a pas de dividendes à distribuer. Il ne veut que du pétrole, accessoirement se faire une place, indirectement faire pénétrer l'Italie dans un monde qui lui est d'autant plus ouvert qu'elle n'y a pas de passé. Enfin, Mattei est un homme d'affaires et il sait mettre le prix.

Un prix exorbitant, à faire frémir les compagnies anglaises, américaines, françaises. L'usage, c'est moitié-moitié. Mattei propose 75/25 : 75 pour vous, 25 pour moi. Il ajoute : « je prends les risques. Si je trouve du pétrole, nous traitons dans les conditions sus-dites. Si je n'en trouve pas, vous ne me devez rien. » Comment résister à un tel langage ? L'Iran n'a pas résisté. L'État italien fournit les capitaux. Les Américains sont furieux, les Anglais devraient l'être, mais ne sont pas fâchés de ce bon tour joué à leurs rivaux d'outre-Atlantique. Et puis, ils ont fait de même ici et là.

La politique suit l'économie : disons qu'elle emprunte le même pipe-line. Voilà pourquoi le président Gronchi s'est rendu naguère en Iran, accompagné de l'indispensable Mattei. Des contacts de toute sorte ont été noués. L'expansion de la culture italienne n'a pas été oubliée.

Mais le pétrole n'est pas la seule activité de Mattei. Toujours sous le couvert de son organisme d'État des hydrocarbures (E.N.I.), il exploite le gaz naturel de la vallée du Pô qui épargne à l'Italie plus de 100 millions de dollars par an de devises étrangères, fournit de l'énergie à 2 000 usines et cuit les repas de 2 millions 500 000 familles italiennes.

Le pétrole reste cependant le souci dominant de Mattei : il en cherche en Égypte avec la bénédiction de Nasser. Il négocie un accord avec le Maroc sur l'invitation de Mohammed V.

On comprend dès lors que l'Italie ne se sente plus condamnée à un mariage exclusif avec ses voisins d'Europe occidentale. Elle regarde aussi ailleurs. Et

d'abord vers la mer, *sa mer* ; la Méditerranée. Le fameux *mare nostrum* reprend un sens, et les rivages du Levant ou d'Afrique du Nord une attraction irrésistible.

● Marché Commun ou Libre-Echange ?

Au Marché Commun, tel qu'il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1958, les Anglais s'obstinent à opposer l'idée d'une zone

la constitution d'un État européen fédéral.

En revanche, la zone de libre-échange n'est qu'une zone de libre-échange parce qu'on a supprimé tous les obstacles à la circulation des produits, mais non pas une union douanière parce que chaque pays membre conserve son tarif douanier particulier à l'égard des pays-tiers, et pas davantage une union économique parce que l'harmonisation et la coordination des politiques économiques, sociales, financières des pays membres n'est pas envisagée. En bref, c'est une formule en tous points semblable à celle qui a prévalu dans l'Europe dominée par l'économie libérale après le traité franco-britannique de 1860.

Si la Grande-Bretagne continue à défendre cette conception, à la fois plus large et plus vague que celle du Marché Commun, c'est qu'elle ne veut pas se séparer des pays du Commonwealth auxquels elle se trouve liée par des accords préférentiels. Elle ne veut pas, non plus, — ou ne peut pas — accorder aux autres États d'Europe le régime dont elle bénéficie dans ces pays du Commonwealth.

Faute de vouloir effectuer les choix nécessaires entre ses ambitions mondiales et les réalités européennes, la Grande-Bretagne soutient une thèse dont les conséquences principales sont les suivantes : tout d'abord la Grande-Bretagne, liée par des accords aux pays du Commonwealth, ne semble pas prête à inclure véritablement les produits agricoles dans la zone de libre-échange. En d'autres termes, elle ne souhaite le libre-échange que pour tout ce qui n'est pas préjudiciable aux intérêts britanniques. La place de Londres qui, seule, profiterait du double marché Europe et Commonwealth deviendrait la première place commerciale du monde.

En outre, les capitaux investis en Grande-Bretagne bénéficieraient d'avantages décisifs, qu'il s'agisse évidemment des capitaux britanniques, mais aussi des capitaux venus de l'extérieur, d'Amérique ou d'Europe continentale. Ainsi, on peut craindre qu'attirés par une rentabilité plus grande, des capitaux venus des pays du Marché Commun, ne s'investissent en Grande-Bretagne au détriment du développement industriel des Six qui se verraient ainsi fortement pénalisés.

A cette situation, un seul remède : faire fonctionner le Marché Commun sans aucun des délais prévus par le

Reginald Maundling, président du comité de l'O.E.C.E. pour la zone de libre-échange.

Entre les Six et les dix-sept.

de libre-échange. Cependant le marché commun n'est-il pas déjà une zone de libre-échange ? Oui, mais il est plus que cela, et il faut le savoir. Les Britanniques préfèrent une autre conception : il importe de comprendre.

Le Marché Commun une fois réalisé est bien, en effet, une zone de libre-échange, parce qu'on a supprimé en son sein tous les obstacles à la circulation des produits (tarifs douaniers et contingentements), mais il est aussi une union douanière parce qu'il existe un tarif douanier commun à l'égard des pays extérieurs au Marché Commun et il est enfin une union économique parce qu'il tend vers l'harmonisation et la coordination des politiques économiques, sociales et financières des pays membres. En bref, le Marché Commun se présente comme une première étape vers

● L'expansion économique et l'Office National de l'Azote.

traité, mettre la Grande-Bretagne devant le fait accompli d'une réalité économique nouvelle et alors, sans nul doute, les Anglais, en bons réalistes qu'ils sont, seront bien obligés de s'y adapter progressivement comme ils l'ont déjà fait pour le Marché Commun du Charbon et de l'Acier en passant une convention en bonne et due forme avec la C.E.C.A.

● Une entreprise nationale déjà ancienne et toujours jeune.

Une entreprise nationale peut-elle devenir compétitive tout en soumettant son activité à un certain nombre de conditions imposées par l'intérêt général? L'exemple de l'Office National Interprofessionnel de l'Azote permet de répondre par l'affirmative. En un peu plus de trente années, contre vents et marées, la plus ancienne de nos entreprises nationales situées dans le secteur concurrentiel a réussi en effet à devenir une grande entreprise au chiffre d'affaires de 14 milliards.

Son statut, comme les conditions techniques et commerciales de son activité, auraient pu cependant constituer un handicap à son expansion.

L'O.N.I.A. propose, l'État dispose. Ainsi pourrait-on en effet résumer à l'extrême l'ensemble des textes constitutifs qui régissent l'O.N.I.A. et dont les bases sont la loi du 11 avril 1924 et le décret du 30 mai 1925.

Après avoir implanté l'O.N.I.A. à Toulouse, au centre de la région de France qui consomme le moins d'engrais, et loins des matières premières de l'époque, l'État lui donna le caractère d'entreprise industrielle et commerciale située dans le secteur concurrentiel et lui octroya l'autonomie financière. Mais il avait déterminé exactement son champ d'activité : les produits azotés; il gardait le pouvoir de décision pour tout ce qui concerne le capital, les emprunts, les contrats à long terme, les achats d'immeubles, les programmes d'investissements, l'affectation des recettes, etc. Si on ajoute que par ailleurs l'État était (comme il l'est encore maintenant) le maître des prix de vente, fixés par arrêts, il ne restait plus guère à cette entreprise de liberté que celle que pouvait lui donner l'art de « proposer » et la qualité de ses propositions dont le caractère impératif devait obliger l'État à aller dans le sens de son développement.

Le premier de ses soucis fut, conformément à sa vocation, d'approvisionner

tement avec celui de l'O.N.I.A. Mais les efforts de l'O.N.I.A. poursuivis dans deux directions générales : modernisation des procédés utilisés, extension des débouchés, ont été favorisés par des circonstances heureuses.

Dans le premier domaine, l'O.N.I.A. avait trouvé, dès 1943, grâce au gaz naturel de Saint-Marcet et à ses travaux propres pour l'utiliser¹ un moyen de remplacer le coke, matière première chère, rare, incommode, jusqu'alors seul utilisé pour la fabrication de l'ammoniaque. Mais il fallut attendre que le gisement de Lacq fût découvert et reconnue son importance pour que s'imposât la décision, depuis longtemps proposée, de supprimer toute utilisation du coke. C'est chose faite depuis la fin de l'année 1956.

Les débouchés commerciaux de l'O.N.I.A. s'étendaient jusqu'en 1954 à la France entière grâce à la péréquation des transports; celle-ci supprimée par décision des pouvoirs publics, l'effort de l'O.N.I.A. s'est porté sur le centre et le Sud-Ouest de France où les résultats de ses travaux agronomiques se rencontrèrent avec les progrès réalisés dans les secteurs de la génétique des plantes et du machinisme agricole pour donner une poussée d'expansion vigoureuse à l'agriculture de ces régions jusqu'alors défavorisées.

Aujourd'hui, grâce à l'expansion rapide de son industrie de l'Azote dont l'O.N.I.A. a été l'un des moteurs, la France espère pouvoir exporter des engrais azotés après avoir satisfait entièrement ses besoins propres. Dès lors, de nouveaux problèmes se posent à l'O.N.I.A. : l'expansion doit maintenant se réaliser en même temps que la recherche des conditions d'exploitation qui permettront d'affronter la concurrence sur le Marché européen et mondial.

Cela veut dire modernisation, perfectionnements, recherche de prix de matières premières à une parité internationale, mais cela suppose aussi dans le cas propre de l'O.N.I.A. un souci nouveau : celui de perdre son caractère d'entreprise monovalente et de sortir du domaine restreint des engrais azotés où par structure, les coûts de fabrication sont élevés et les rendements financiers réduits.

Jean Martin, président de l'O.N.I.A.

**Servir l'intérêt général
sans cesser d'être compétitif.**

l'agriculture française en engrais azotés. L'intérêt général allait ici dans le même sens que celui de l'O.N.I.A. La croissance de ce dernier, d'abord mesurée (entre 1929 et 1939, la production est passée à 150 tonnes par jour d'ammoniaque, base de la fabrication des engrais azotés), s'est accélérée fortement depuis la fin de la guerre : une série de programmes successifs, intégrés dans les plans de modernisation officiels, ont porté la production à 270 tonnes par jour d'ammoniaque, puis à 320 tonnes par jour; elle atteint aujourd'hui 400 tonnes par jour et va être portée à 500 tonnes par jour. L'O.N.I.A. est ainsi devenu la plus importante usine française d'Azote, une des plus grandes usines d'Europe.

Concurremment à cette volonté d'expansion, il a fallu que l'O.N.I.A. cherche à se libérer des inconvénients de sa situation géographique. Là, l'intérêt général ne coïncidait pas toujours exac-

(1) Nota : Les procédés O.N.I.A. et O.N.I.A.-G.E.C.I. de cracking du gaz et du fuel sont maintenant utilisés dans plus de 115 installations industrielles réparties dans le monde entier.

● L'Espagne sous le signe du dollar.

Une scène du film espagnol "Bienvenue, M. Marshall"

Des cadeaux américains qui vous tombent du ciel.

Libre dans son exploitation de toute importation de l'étranger, fournisseur des moyens de production à une agriculture qui doit être l'espoir des exportations françaises, tant ses possibilités sont vastes, l'O.N.I.A. est le type de l'industrie décentralisée dont le développement doit être soutenu dans le sens qu'exige l'évolution économique parce qu'il sert à la fois sa région, son pays et l'Europe avec laquelle la France est aujourd'hui engagée.

● Bases américaines en Espagne.

Avis aux touristes : les routes espagnoles s'améliorent. Cela ne veut pas dire qu'on y travaille beaucoup, mais qu'on y investit des sommes considérables. En dehors de quelques grands axes (Barcelone-Madrid, par exemple), rouler en Espagne devenait une aventure. Ce qui correspondrait aux voies départementales ou vicinales en France n'est

pas asphalté. Et l'état des chaussées principales laisse encore beaucoup à désirer. Pour transformer un réseau médiéval en autoroutes du XX^e siècle, il faut d'importants capitaux. Ils sont trouvés. Le dollar est là.

Pourtant l'Espagne n'appartient à aucun des organismes européens habilités à recevoir la manne américaine. Mais elle dispose d'une situation géographique et stratégique exceptionnelle. Mais les Américains, qui n'ont pas de préjugés, en Europe tout au moins, ont traité directement avec le gouvernement de Franco et obtenu des bases militaires remarquables, les plus importantes et maintenant les plus modernes, les mieux installées qu'ils aient en Europe. Une base navale, cinq terrains d'aviation militaire reliés par des pipe-line souterrains et une série de stations radar d'alerte seront en service dans quelques mois.

Alors que la plupart des installations occidentales sont déjà périmées, le terrain américain de Torrejon (près de Madrid) obéit aux plus récents impératifs de la stratégie moderne. Un quart des forces aériennes des États-Unis porteuses de bombes atomiques et à hydrogène y ont abrité leur quartier général. Mais c'est en vain que l'on chercherait des uniformes américains. L'Espagnol est fier et n'aime pas la présence de soldats étrangers sur son sol. Qu'à cela ne tienne : tous les officiers et hommes de troupe américains stationnés en Espagne travaillent en civil ; moyennant quoi tout s'est très bien passé. Les propriétaires ont accepté de construire sur leurs terrains un pipe-line de 800 km. Il fallait pourtant obtenir le consentement de 20 000 personnes intéressées. Ce fut l'affaire de trois mois. Franco s'était entremis. « C'est quand même plus pratique d'avoir

affaire à un seul Caudillo qu'à des centaines de parlementaires », pensèrent les Américains, peu indulgents jusque-là à l'égard du seul « dictateur fasciste » épargné par la guerre.

Les Américains sont donc satisfaits. Et les Espagnols ? Leur gouvernement — au moins — tire un double profit de la situation : une aide financière appréciable qui a permis d'entreprendre de grands travaux indispensables, mais aussi un bouc émissaire. La vie augmente-t-elle de 20 % ? On dit au peuple : c'est la faute des Américains. C'est, du reste, un peu vrai, et l'on peut se demander si le dollar nord-américain ne

risque pas de jouer à long terme sur l'économie espagnole le rôle débilant de l'or sud-américain à la fin du XVI^e siècle. Mais, pour l'instant, 900 millions de dollars (car il s'agit de cette somme), c'est toujours bon à prendre et puis, s'il arrive un malheur quelque part dans le pays (accident d'automobile, par exemple), c'est toujours l'Américain le coupable. Comme les Américains, à la différence des Français, n'ont jamais prétendu être aimés pour eux-mêmes, tout va pour le mieux. Aussi, avec une fine résignation, et une satisfaction narquoise, les Espagnols finissent-ils par dire — comme dans un

très bon film de l'un de leurs cinéastes : « Bienvenue, M. Marshall ! »

● La canalisation de la Moselle.

Il n'y a pas que la géographie politique à contredire les lois de l'économie. La géographie physique est également en défaut. Tout concourt à faire de la Lorraine et de la Ruhr un seul ensemble économique, tout sauf les frontières politiques que la C.E.C.A., puis le Marché Commun effacent progressivement, sauf également l'absence d'une ligne fluviale directe. Aussi est-ce pour corriger cette anomalie naturelle que la canalisation de la Moselle a été projetée. Elle entre enfin dans la voie des réalisations : on peut estimer que, dans cinq ans, l'Europe occidentale sera dotée d'un axe fluvial nord-sud de première importance.

On sait, en effet, que le bassin industriel de la Ruhr est le premier d'Europe. Le bassin sarro-lorrain, que traverse la Moselle, a la seconde place. Or, pour recevoir le coke indispensable au traitement du minerai de fer lorrain et pour expédier l'acier lorrain vers la Ruhr, on ne disposait pratiquement que du chemin de fer beaucoup plus onéreux que la voie d'eau. On va donc canaliser ; pour cela, construire des barrages. Cela veut dire qu'on fera en même temps de l'électricité. En effet, auprès de dix barrages sur treize seront installées des centrales hydro-électriques semblables à celle de Coblenze, qui fournit 60 millions de kilowattheures chaque année. C'est une production totale de 750 millions de kilowattheures par an que l'on compte obtenir, soit la moitié de ce qui est produit à Donzère.

Les travaux viennent de commencer. Ils demanderont cinq ans. En 1963, la Moselle sera donc canalisée. La Lorraine en profitera au premier chef. On estime qu'elle économisera 40 % sur ses importations et 60 % sur ses expéditions. De plus, ses ressources régionales pourront être mieux exploitées. L'irrigation favorisera l'agriculture, des usines nouvelles pourront être installées au bord de la voie d'eau, la navigation donnera une vive impulsion à l'économie locale.

Mais, au-delà de ces bénéfices matériels, la canalisation de la Moselle présente une signification plus haute. Comme l'a écrit le directeur français de la Société Internationale de la Moselle, « en creusant ensemble le lit de ce fleuve, Allemands et Français participeront à l'édification d'une œuvre de paix, qui sera en même temps une source de prospérité pour tous. Un lien sera ainsi créé entre les économies et les hommes, qui contribuera à rapprocher deux grands peuples, sur l'entente desquels repose en grande partie l'avenir de l'Europe ».

ANDRÉ MALRAUX OU LE PROPHÈTE INCRÉDULE

UN visage mobile, comme la mer, travaillé de tics incessants, et qu'on n'imagine pas capable d'accepter le masque du sommeil, un regard halluciné et qui doit transformer en obsession le spectacle le plus rassurant, des mains qui parlent et dont l'agitation dessine dans l'espace des réponses d'oracle, une parole qui a l'abondance et l'impétuosité du vent ou du torrent et qui en perpétuel état de création lyrique interdit le dialogue, désarme la contestation et paraît susciter pour satisfaire une inapaisable nécessité intérieure. Tel est l'homme, habité par un génie de démesure, de fièvre et d'impatience, que le général de Gaulle a désigné pour exercer en son nom le ministère du Verbe. Envoyé tout nimbé de la gloire du dieu et bien propre à opérer la transmutation de la condition humaine par le style de l'archange et le ton du prophète.

Le sublime sans la foi.

Hasard, destin ou volonté, la vie d'André Malraux se trouve composée selon les lois de l'art, l'action et la littérature y entrant à parts égales pour se métamorphoser l'une dans l'autre selon une alchimie unique en ce siècle. À côté d'une réussite si éclatante, Henry de Montherlant fait figure de glorieux impuissant et François Mauriac d'éloquent sermonnaire.

Communiste de peu de foi mais d'héroïque sincérité, André Malraux a combattu dans les révolutions et les guerres de Chine et d'Espagne et il a jeté son expérience toute vive dans ces histoires d'amour,

de politique et de mort qui s'appellent La Condition Humaine ou l'Espoir et qui sont si admirablement accordées au tragique du XX^e siècle. La période des romans s'est trouvée close après la rupture avec le communisme, l'épisode de la Résistance et de la rencontre avec le général de Gaulle. L'histoire cessait vite d'être épique et il n'y avait plus de place pour les mythes, les dieux et les héros parmi les platitudes de la Quatrième République. André Malraux ne pouvait traverser et supporter ces espaces désertiques qu'en faisant société avec les créateurs d'images belles convoqués depuis le fond des temps pour illustrer sa solitude, et de cette période de retraite il tirait les grands ouvrages d'esthétique qui sont comme un poème obscur et brillant à la gloire de l'art universel.

Voici maintenant que commence une troisième période où il ne s'agira plus de projeter dans l'art l'avortement ou l'absence de l'aventure, mais où, devenu historiographe du prince et poète officiel d'une renaissance nationale, André Malraux va hausser au niveau de la littérature l'action à laquelle il participe. Mais que peut être l'action pour André Malraux sinon le divertissement qui sauve l'honneur et la dignité de l'homme, une arabesque qui revêt de beauté l'absurde et le néant ? Contre les fanatismes et les défaitismes n'est-il pas besoin de certitudes de plus de substance que le défi sublime et vide de ce prophète sans la foi.

Voies et moyens de l'assistance technique

Si Balzac réécrivait aujourd'hui la *Comédie humaine*, ses héros ne seraient plus hommes d'affaires, mais experts d'assistance technique. C'est là en effet l'occupation de l'honnête homme de notre temps, chacun ayant à cœur d'assister son prochain. Il n'est pas de pays petit ou grand, riche ou pauvre, fût-il assisté lui-même, qui n'ait à son tour quelque pays sous-développé à assister.

Derrière ces vocations parfois lucratives se cachent d'excellentes et généreuses intentions qui devraient surtout aboutir à plus de compréhension entre les pays intéressés. Malheureusement, il semble que ce soit là le résultat le plus difficile à atteindre.

Cette brève étude n'a pas pour objet de mettre en accusation toute l'action des peuples d'Occident, mais plus simplement de rechercher dans le domaine français quelques explications à une incompréhension qui sape trop souvent l'effort entrepris.

Ce que fut la politique coloniale française.

Pour tous les pays d'Occident, la politique coloniale s'est inspirée, à l'origine, d'un esprit analogue même lorsqu'elle a revêtu des formes différentes : les Anglais pratiquaient une occupation réduite et « exploitaient » leurs colonies à la manière du grand propriétaire terrien ; à l'inverse l'occupation russe fut massive refoulant l'indigène vers les zones steppiques. Dans les deux cas, le monde autochtone continuait à vivre dans son univers propre.

Le régime français revêtit à l'origine des formes analogues au système britannique ; mais rapidement, les tendances universalistes et centralisatrices héritées de la pensée jacobine réapparaissant, on se mit à organiser, réglementer, administrer...

Ce régime d'administration directe, irréversible par nature, s'est démultiplié et a abouti, soit par une création *ex nihilo*, soit par l'utilisation d'institutions autochtones qui, sorties de leur contexte primitif, se sont figées et dévitalisées, à la mise en place d'institu-

tions et de structures créées pour ces pays, mais selon nos propres conceptions.

Ainsi, on n'ignorait pas l'autochtone puisqu'on « l'encadrait », mais on lui réservait le rôle de sujet.

Quand le régime colonial, tel qu'il était conçu à l'origine, a commencé à être contesté, nous avons tout naturellement trouvé une justification et une possibilité d'évolution avec la thèse de l'assimilation. La vocation normale du sujet était de s'élever et d'acquérir par ses mérites les droits et prérogatives de citoyen de la grande communauté française.

Toute cette construction reposait — on commence à prendre conscience — sur un malentendu fondamental : on crut longtemps à la création progressive d'un tout harmonieux alors qu'à sa place coexistaient deux mondes clos : d'un côté, le nôtre et de l'autre, un système où, comme l'écrivait le professeur Griaule, « le religieux, le juridique, le social, le technique reposent sur une conception du monde dont les principes métaphysiques se retrouvent dans chacun d'eux ». Le second univers poursuivait, en marge de la métropole et ignorée d'elle, une évolution propre qui s'est traduite par des aspirations et des positions parfois exprimées dans la violence.

Cette évolution mettait en cause nos rapports politiques et économiques avec nos territoires. On a donc logiquement décidé de modifier ces rapports. L'idée incontestablement très généreuse de la loi cadre pour l'Outre-Mer répond à ces préoccupations puisqu'elle permet une très large autonomie de gestion. Mais cette réforme, pour profonde qu'elle soit, n'a pas modifié, du moins dans leur esprit, les institutions et structures internes.

Elle a même ajouté un cadre constitutionnel, également construit sur mesure, mais inspiré de nos conceptions, à travers lequel s'exerce l'activité des gouvernements autochtones.

Or il apparaît qu'au-delà de cet aspect concret de nos rapports, c'est le système tout entier, ses fondements idéologiques, psychologiques et sociologiques qui sont en cause.

La réforme politique donne à ces peuples une liberté et par conséquent une responsabilité croissante. L'aide économique et technique, accordée au prix de sacrifices considérables de la métropole, devrait leur donner les moyens d'exercer ces responsabilités. Mais, faute d'un cadre approprié, il est à craindre que ces mesures ne suffisent pas à faire de ces pays des États modernes et qu'ainsi leurs intentions libérales et généreuses soient déçues par les événements.

L'inadaptation actuelle de nos conceptions et de nos méthodes

Elle se manifeste à la fois au niveau des notions fondamentales qui régissent le mode de vie politique, économique, culturel d'un pays, et au niveau des méthodes, des structures, de l'organisation des « services » qui mettent en œuvre ce mode de vie.

1° Au stade des notions fondamentales qui animent les institutions, cette inadéquation se traduit par une série de contradictions :

— Nos institutions de droit public reposent sur un difficile équilibre entre les impératifs de l'intérêt commun et le respect des libertés individuelles. Or, dans ces pays, l'individu, même doté d'un bulletin de vote, n'existe encore le plus souvent qu'en tant qu'élément d'un groupe, et ses droits réels sont déterminés par la place qu'il y tient.

Notre régime économique actuel est issu du capitalisme libéral du siècle dernier, même s'il s'en différencie sensiblement ; celui-ci a son origine et sa justification dans l'effort de classes moyennes qui ont su épargner et entreprendre. La transposition que nous avons inconsciemment réalisée de ces formes d'entreprises à des pays qui n'ont encore ni classes moyennes, ni capacité d'épargne, et par conséquent aucune possibilité de participer au système, permet difficilement dans l'état actuel d'associer directement l'autochtone à l'évolution conçue dans un tel cadre.

Par ailleurs, quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur ces structures, il fallait des hommes pour les animer ;

conscients de cette exigence, nous avons accompli un remarquable effort de formation humaine. Nous avons ainsi réalisé sur place un enseignement primaire conçu à l'image du nôtre. Mais celui-ci fait au rôle éducatif de la famille une grande place; or dans ces pays, compte tenu de l'évolution rapide, la

du moins, volontairement ou non, le contact de son milieu d'origine. Par là même, elle perdait l'audience et par conséquent l'influence qu'elle aurait dû logiquement y exercer.

Dans un autre ordre d'idées, le Parlement français a — en toute logique et équité selon notre optique — aboli le

permettrait sans doute la réalisation de nombreux investissements locaux rapidement rentables.

2° Ces contradictions au niveau des notions fondamentales se doublent et s'aggravent d'une inadaptation des méthodes et de l'organisation des structures d'intervention également trop

Comblent le fossé qui sépare une civilisation humaine en marge de ce siècle...

... de la civilisation technique.

génération précédente n'est pas encore en mesure d'assumer cette tâche. Nous avons également ouvert largement les portes de nos lycées et facultés et formé ainsi une remarquable élite autochtone. Mais en même temps qu'elle s'ouvrait sans réserves à nos modes de pensée, elle perdait, pour un grand nombre

régime du travail obligatoire outre-mer. Cependant, le niveau de vie de la population est trop bas pour que l'on puisse attendre de l'impôt ou de l'emprunt les moyens d'investissement nécessaires. Or cette population est largement sous-employée, et la mobilisation de cette capacité de travail inemployée

étroitement inspirées des conceptions métropolitaines.

Ainsi dans le domaine de la formation, l'Enseignement primaire fait appel aux mêmes méthodes qu'en France; faute de personnel et de moyens financiers, on voit mal au rythme actuel la possibilité d'une scolarisation complète des

enfants. De toute manière, le problème des adultes ne serait pas résolu pour autant.

De même, l'enseignement technique sous sa forme actuelle est un enseignement de qualité et d'une portée très générale dans le cadre de sa spécialisation, dispensé dans des établissements parfaitement équipés. Sanctionné par des diplômes dont le prestige doit s'assortir de la « rentabilité », il forme des éléments aspirant aux emplois supérieurs de la profession, qui se résignent mal à occuper au départ les nombreux postes plus modestes qu'il faut cependant pourvoir.

Dans le domaine de la modernisation rurale, des techniciens ont, sur le plan de la recherche et de l'expérimentation, obtenu d'excellents résultats. Mais, parce que les méthodes de vulgarisation n'ont pas été suffisamment adaptées à l'élément humain, le paysan qui devrait en définitive — tant pour l'amélioration de son propre sort que pour l'accroissement de la production globale — être le point d'aboutissement de cet effort, bénéficie encore peu des résultats obtenus.

Ainsi encore est-il généralement reconnu que la coopération doit apporter aux pays sous-développés une aide précieuse, mais faute d'avoir été organisée au niveau auquel se manifestent les tendances communautaires de ces sociétés, beaucoup de coopératives ainsi créées n'ont pas de vrais coopérateurs. On pourrait accumuler beaucoup d'exemples analogues.

Tant que prévalait la thèse de l'assimilation, ces contradictions et ces inadaptations restaient logiques. Le but poursuivi, qui était de rendre le monde autochtone semblable au nôtre, les justifiait, et, beaucoup de temps aidant, ce but aurait peut-être été atteint. Mais au-delà de la modification des rapports par laquelle elle se concrétise, la loi-cadre signifie le rejet définitif de l'idée d'assimilation. Cependant, parce qu'elles ont le mérite d'exister, toutes ces institutions et structures, que nous avions créées, restent en place, et le fait qu'elles soient officiellement animées maintenant par des autochtones ne change rien à leur inadaptation.

Il est généralement admis que nous continuerons à aider largement ces peuples. Le Traité de Rome, en associant nos partenaires au Fonds d'Investissement, permet même d'espérer que cette aide sera accrue. Mais, si cette assistance technique et financière continue à se diffuser à travers ces structures, tous ces efforts risquent d'être accomplis en pure perte.

Parce qu'elle s'exercera dans un cadre extérieur au monde auquel elle est destinée, elle ne pourra en effet

rencontrer l'effort pourtant réel, même s'il est confus, de ces populations dans leur désir passionné de se « moderniser ». Faute ainsi de seconder cet effort — ce qui devrait être son vrai rôle — elle devra partout y suppléer, tout créer, tout réaliser. Elle risque ainsi de s'engager dans une voie qui, théoriquement sans fin, n'aura de limite que l'essoufflement et le découragement des pays pourvoyeurs.

Or le monde autochtone — sous-jacent — continue à vivre. Son dynamisme propre, l'écho des rencontres afro-asiatiques de Bandoeng et du Caire ne font qu'exacerber son désir de « se réaliser » en dehors des voies que nous lui offrons.

Le courant de « négritude » qui s'affirme avec une violence parfois excessive, un syndicalisme qui se veut purement africain, sont des manifestations à la fois de ce dynamisme qui ne s'accommode plus de structures traditionnelles, et de ce refus du cadre d'évolution que nous proposons.

Le danger est grand qu'un jour rejetant violemment notre système occidental, le monde autochtone ne se précipite vers le seul autre qui s'offre et que la propagande soviétique a paré des plus dangereuses séductions.

Tenir compte de l'héritage sociologique local.

Les pays assistés disposent d'une grande potentialité : des richesses naturelles et des hommes qu'anime un désir forcené d'accéder à la vie moderne. Des techniques de toutes natures, au sens le plus large du terme, permettent d'exploiter cette potentialité.

Entre cette potentialité et ces techniques, il faut jeter un pont, c'est-à-dire trouver les voies, les formules originales qui, bases essentielles d'une politique de productivité, permettront de transformer ce désir confus et de le mobiliser en un effort cohérent et constructif. Ainsi ces peuples seront — et ils en auront conscience — les artisans de leur propre développement. L'assistance extérieure absolument indispensable sur le plan technique et financier — qui devra s'adapter à ces formules — soutiendra alors cet effort au lieu de s'y substituer. Probablement moins onéreuse, elle sera aussi moins pesante et plus efficace.

Le problème initial est donc de rechercher ce cadre original qui permettra alors un façonnage réciproque des institutions et des hommes, impossible jusqu'ici. Bien entendu ces formes nouvelles ne pourront être définies que par les intéressés eux-mêmes.

Encore pouvons-nous sans doute les aider à les chercher, et cette aide d'une forme toute particulière devrait logiquement être préalable à toute assistance de type classique puisqu'elle en conditionne à la fois la forme et l'efficacité.

Pour les Territoires africains, nous disposons d'un atout considérable, celui de la langue ; en face d'une multitude de dialectes, une langue véhiculaire était indispensable : l'enseignement du français n'a pas été imposé, il était demandé. Or en l'apprenant, les Africains ont, consciemment ou non, fait un pas vers nos modes de pensée. Il doit donc nous être plus facile qu'à d'autres de leur apporter cette aide.

Orienter le dynamisme propre des sociétés autochtones.

Les mécanismes de la vie moderne sont fondés sur certains principes de base sur lesquels se sont érigées peu à peu les institutions adaptées à des milieux et à des situations donnés. Quels que soient l'époque et le milieu, les principes demeurent et seul varie le cadre d'application.

L'expérience de nos propres institutions nous a permis de dégager ces principes fondamentaux. Par un processus inverse, nous pouvons à présent apporter cette connaissance aux peuples sous-développés afin qu'ils échafaudent sur cette base leurs propres structures. Ainsi pourra être progressivement comblé le fossé qui sépare une civilisation humaine en marge de ce siècle de la civilisation technique.

— Par ailleurs, toute société a son dynamisme propre. Mieux que tout autre, les autochtones sont en mesure de définir sans erreur les tendances naturelles de leur milieu, mais celles-ci s'expriment fatalement selon les critères propres à leur mode de pensée et à leur société et il appartient au sociologue de les traduire et les replacer dans le contexte d'une civilisation technique.

C'est par la fusion des tendances ainsi dégagées et des principes fondamentaux que pourront être précisés les voies et moyens de l'Assistance Technique.

Ainsi considérée, celle-ci n'apparaît plus comme un acte unilatéral — dans sa conception et dans son exécution — mais comme un perpétuel effort d'ajustement, qui requiert la coopération permanente des techniciens, des sociologues dont le concours donne un prolongement humain à l'entreprise, et surtout des assistés, dont la participation active et enthousiaste est une condition essentielle de la réussite.

MICHEL LECOMTE.

LA NOUVELLE SAINTE RUSSIE

L'U. R. S. S., SACREMENT DE LA RELIGION MARXISTE.

« La conférence au sommet aura lieu dans un mois »... « La conférence au sommet aura lieu dans trois mois »... « La conférence au sommet n'aura pas lieu »... « La Russie propose une conférence préparatoire à la conférence au sommet »... « La tension s'accroît, les diplomates cessent de se réunir »... Tels ont été, le long de cette année, les gros titres des journaux. Ainsi s'est poursuivi le dialogue contradictoire de la Russie et de l'Occident, engendrant en cascades des nouvelles le lendemain démenties. Et l'Occident s'en montre chaque fois décontenancé, sans doute faute d'avoir jamais compris ce qu'est la Russie communiste.

Oui, qu'est le communisme ? Qu'est la Russie ? Qu'est surtout la Russie communiste ? Combien peu le savent. Je n'ai jamais vu Staline, mais une fois, à Moscou, j'aperçus son ombre. C'était au Grand Théâtre, un soir de ballet. Et cette ombre, seule visible sur la paroi de la loge, « polarisait » la salle. Elle attirait le sourire et les révérences des danseuses. Le public tendait le visage vers la silhouette imprécise. Ainsi sommes-nous dominés, orientés malgré nous, nos destins en partie commandés par cette chose à nos yeux fantomale : la Russie.

Pour les uns, l'éternelle Russie des Tsars. Pour les autres, le communisme : un socialisme en plus dur, ou une recette à sortir du sous-développement économique. Or la Russie n'est plus seulement la Russie des Tsars. Le communisme est bien autre chose qu'une recette économique ou quelque socialisme plus dur. Le communisme, pour nous qui voyons son ombre s'allonger sur le monde, c'est la rencontre entre un pays et une doctrine. Et quel pays ! Et quelle doctrine !

La Russie attendait le communisme. De toute son âme elle quêtait cette révolution.

La Russie en attente du communisme.

Oui, le Kremlin, avec ses églises et ses palais, avec le jeu d'échec de ses tours, attendait Lénine et Staline. Plus encore les attendait, sur la place Rouge, la cathédrale Saint-Basile.

Tous les jours, à Moscou, mes pas m'ont porté vers Saint-Basile. Son architecture me hantait. Seul nous en cache la démente, le crédit d'admiration obligée que nous ouvrons à tout édifice dès lors qu'il est ancien. Coiffée de bulbes disparates, cette cathédrale devrait effrayer. Son plan ne répond à aucune nécessité. Pyramide étroite, minée de couloirs et d'escaliers, creusée d'absidiales obscures, nefs exigües impropres aux amples liturgies byzantines, elle semble n'avoir d'autre rôle que nous révéler un peu de l'âme russe. Seul un peuple dont les ancêtres adorèrent le feu, et très proche encore de ce culte, pou-

vait concevoir cet inutile buisson ardent. Ses tours et ses clochetons empruntent leur architecture à la flamme. Art d'Orient, nous dira-t-on. Mais non, et pas plus que n'est orientale la Russie. Quelque chose qui n'est ni l'Orient, ni l'Occident. Le monde russe est un monde fermé. L'Orient comme l'Occident sont ordre et mesure. L'Orient est équilibre, sagesse. Sa plus pure expression est un monument mathématique : le Temple du Ciel à Pékin. Le peuple qui conçut Saint-Basile a, lui, pour génie, la démesure.

L'Orient et l'Europe sont natures domestiquées. Avec ses horizons plats, la Russie demeure le marais initial de son histoire et de sa géographie. Autour de Saint-Basile, Moscou décline et s'enlise dans une plaine qui ne finit plus. L'uniformité de la neige répond à l'uniformité du ciel. Nous sommes au cœur d'un royaume informe.

D'être informe contribue à son isolement. La Russie est isolée dans l'espace comme dans le temps. Elle s'isole elle-même derrière son immensité sans limite. Elle ne communique pas, elle se répand. A son isolement géographique répond l'isolement historique. Elle ne peut remonter le cours du temps sans se heurter à une césure. Les Russes sont successives dans le temps comme les États-Unis le sont dans l'étendue. Par mutations brusques, quatre Russies se sont succédé plutôt qu'engendrées, et la première ne se rattache à rien dans le passé avant le 19^{e} siècle. Ne soyons pas surpris, ni scandalisés, quand les Soviétiques abattent les chefs-d'œuvre de la deuxième ou de la troisième Russie pour orner de marbre leur métro. Ce peuple ne se sent pas de liens avec son passé.

Il en sent si peu que, tout le 19^{e} siècle, il a cherché quelle était sa culture. Les Slavophiles et les Occidentaux se sont affrontés. « Le Russe appartient tout entier au moment présent... Il vit comme si le monde était né avec lui. » Ne connaître que le présent, c'est vivre dans l'absolu.

Les mutations historiques sont d'autant plus brusques que la Russie n'a jamais connu la continuité d'une société. Une masse obscure, une tête que de temps à autre on décapite, ne sont pas une société. Rien jamais qui ressemble à une bourgeoisie. L'Intelligentsia, cette classe de déclassés, n'en est pas une. Quand la bourgeoisie paraît nécessaire, on l'importe. Elle reste étrangère et elle disparaît. La seule continuité de la Russie est religieuse. L'orthodoxie, née dans la deuxième Russie, survit dans la troisième. Mais l'orthodoxie isole, elle aussi, la Russie. Elle la retranche de la catholicité, comme des autres religions universelles. Église nationale, bientôt confondue avec le pouvoir politique, elle cesse rapidement d'être une ouverture sur le monde. Purement russe, ou presque, et se croyant

seule vraie, elle confine ce peuple dans une dangereuse solitude de peuple élu. Ainsi, dans l'âme russe, se conjugueront l'isolement et le messianisme.

Une hantise pourtant de ce peuple dès qu'il rencontre l'Europe et sa durée : rattraper le temps perdu. C'est l'effort où se rencontrent Pierre 1^{er} , les écrivains utopistes du 19^{e} siècle et Staline. Une brèche s'ouvre ainsi dans son isolement. En 1917, la Révolution se précipite par cette brèche. Mais cette révolution, comme celle de Pierre 1^{er} , ne fait, selon Gonzague de Reynold, que « compenser l'insuffisance ou plutôt l'inexistence de la société par une organisation étatique ; celle qui l'oblige à rattraper le temps perdu par un bond révolutionnaire, sans tenir compte de l'expérience historique ».

D'une géographie informe, sans continuité historique, sans continuité sociale, le peuple russe en répudie tout enracinement. Cet héritier des nomades voit dans toute propriété un mal. Ni épargne : « Aux yeux des Russes, c'est avec l'épargne que commence la danse autour du veau d'or. » Ni loi : la loi est l'ennemi, l'ange ou plutôt le démon qui ferme le paradis terrestre, comme est aussi ennemi le pouvoir. En tout cela, le Russe est à l'opposé de l'Oriental auquel on l'assimile par erreur. Sa philosophie instinctive est quelque chose comme un anti-confucianisme. Il s'oppose, et c'est un trait que nous retrouverons, à l'agriculteur de l'Est et de l'Ouest.

Je l'ai dit : l'isolement se conjugue avec le messianisme. Ce messianisme, un contact constant avec l'Ancien Testament l'a renforcé. L'orthodoxie n'a obtenu de rester chrétienne qu'à ce contact avec la Bible. Ce messianisme... Je citerai une page de Dostoïevsky : « Dès qu'un grand peuple cesse de croire qu'il est l'unique détenteur de la vérité (son unique et son exclusif détenteur), dès qu'il ne croit plus qu'il est le seul appelé, le seul capable de ressusciter et sauver le monde par sa vérité, il cesse immédiatement d'être un grand peuple et n'est plus qu'une matière ethnographique... Or, comme il n'y a qu'une seule vérité, il ne peut y avoir qu'un seul peuple détenteur du vrai Dieu, quels que soient les dieux des autres peuples. Le seul peuple « porteur de Dieu », c'est le peuple russe. » Un tel messianisme, quelle vocation à propager une révolution !

Encore plus que l'Histoire des Hébreux, le peuple russe s'est nourri de l'Apocalypse. Cette vision grandiose des effondrements historiques correspond à sa sensibilité, si elle ne l'a tissée. Pour le Russe, manichéen qui s'ignore, le créé est toujours le mal. Comment son âme a-t-elle pu tomber dans ce monde de boue ? Détruire et se détruire : « La volupté qu'éprouvent les

Russes à se détruire par le feu est une particularité russe », écrit Berdiaev. Et, au XVIII^e siècle, 20 000 mystiques en effet se sont suicidés par le feu. Le vieux culte des steppes ne survit pas qu'en Saint-Basile. Quand Rostopchine incendia Moscou, il ne pleura pas, rapporte-t-on, il rit. « La littérature russe est la plus prophétique qui soit au monde — elle est pleine de pressentiments et de prédictions, toujours agitée dans l'attente d'une catastrophe prochaine. » On ne se contente pas de la prédire, cette catastrophe, on l'appelle : « Un Russe, écrit Tolstoï dans *Guerre et Paix*, éprouve pour tout ce qui, directement ou indirectement, touche à la vie des humains, pour tout ce que la plupart des hommes considèrent comme le bien suprême, un sentiment indéfinissable, spécifiquement russe, un sentiment extraordinaire qui repose sur la conviction que la richesse, la puissance, l'amour, bref que ce que l'homme cherche à posséder et à conserver avec tant d'acharnement et de persévérance, n'ont de valeur que par la joie que l'on doit éprouver à s'en libérer. » Appeler la catastrophe ne suffit pas : il faut la voir ; il faut en jouir. « L'effondrement de l'Empire n'est pas douteux, disait Bakounine, notre désir le plus ardent est de le voir s'effondrer sous nos yeux. » Et Berdiaev a écrit dans *Vision d'un inconnu* une page qu'on ne pourrait, je crois, trouver dans aucune autre littérature : « Je voudrais que toute la ville de Romanoff, ma ville natale, glisse vers l'embouchure de la Volga, avec femmes et enfants, que tous se jettent à l'eau et coulent à pic afin de ne pas se laisser abuser par la confiance qui règne dans le monde. Comme ce serait réjouissant si ce monde venait à brûler d'un bout à l'autre, avec ses vieillards et ses nouveau-nés, afin que personne d'entre eux ne puisse recevoir l'empreinte de l'Antéchrist. Après ma ville natale, la Russie entière et, après elle, la terre entière se consumeront dans les flammes. » Voilà où son extraordinaire sentiment de culpabilité et son besoin de confession et d'expiation, sentiment et besoin qu'il baptise humilité (alors qu'ils sont un retour sur soi), mène le Russe. Voilà surtout où le mène un courant manichéiste qui, sans plus porter son nom, semble avoir gagné la Russie (seule une Cathare, comme Simone Weil, peut trouver des accents analogues). Une Église sans théologie ni philosophie n'a pas su l'en défendre. Une mystique qui n'a subi d'autre influence occidentale que celle de l'inquiétant Boëhme ou d'Angelus Silesius l'y a entretenu. La sainte Russie était prête pour l'aventure métaphysique du communisme.

La religion marxiste.

La Russie ne se résume point en ces seuls caractères. Nous en retrouverons d'autres, chemin faisant, tel ce sens du sacrifice qui explique bien des traits du marxisme soviétisé. Peu de peuples sont aussi riches en esprit que le peuple russe. Il est affable. Il est serviable. Il est surtout ouvert à la Foi. A toute foi...

Et c'est ce peuple qu'a rencontré la foi communiste. Nous ne connaissons pas la naissance d'un socialisme ? Non, défi lancé à la création.

Staline

A. TROTSKY

Par lui, le communisme s'est fait nation... par son successeur, il se fait empire.

Russie. Nous ne connaissons pas plus le communisme. Je l'ai déjà dit : en Europe, nous le croyons un socialisme plus dur. En Asie, en Afrique, on le prend pour une méthode à dégager les peuples de leur misère. Pour le communiste, le bonheur des déshérités n'est pas un but. Leur misère lui est un moyen. Elle est le levier de la Révolution, cette Révolution qui s'est offerte à l'absolutisme et au mysticisme du peuple russe. Non pas une révolution politique : 1917 n'a pas eu pour effet le changement du régime, sauf pour les hérétiques menchévistes. Le régime est ce qui a le moins changé en Russie. 1917 n'a pas été une révolution sociale : la misère des masses n'a pas déchu. Pour trente ans on les a plongées dans le plus effroyable bain de souffrance qu'ait connu l'humanité. Révolution politique, révolution sociale intéressaient-elles la Russie ? Elles ne furent guère que prétexte à quelques slogans pour séduire l'Intelligentsia. L'eschatologisme russe, sa haine manichéenne du créé ont reconnu d'emblée dans la Révolution d'octobre la Révolution totale qui renouvelle la terre (l'idéalisme de Hegel mué en matérialisme dialectique, doctrine pour refaire la création et, comme le dit Boukharine dans son *Abécédair*, l'âme humaine). Le but n'est pas de changer de main les moyens de production, mais, par ce changement de main, obtenir une efficacité économique telle qu'elle bouleverse l'univers. L'industrie humaine contre la création, ainsi se pourrait résumer le marxisme. Il faut arracher l'homme à cette création pour en faire l'instrument parfait du monde nouveau. Le Ramuz de *Taille de l'homme* l'a bien compris : l'arracher à la famille, l'arracher au rythme des saisons par le collectivisme rural, l'arracher à la propriété, non, encore une fois, pour changer de main les richesses, mais parce que la propriété est enracinement (« Dans le communisme, dit Lénine, tous les citoyens se transforment en employés salariés de l'État »), aussi muer l'essence même de l'humanité pour « aboutir à un monde mécanisé qui soit création pure du travail humain. Il s'agit de recréer un monde qui ne soit pas le monde créé par Dieu, qui soit l'œuvre de l'homme seul. » Comme l'a dit Daujat, « on ne peut mieux évacuer Dieu ». Par le jeu dialectique, par la tension des contraires, le monde se crée lui-même. Il se crée par

l'action humaine, fruit du cerveau purement matériel de l'homme : c'est l'Histoire. Au bout de l'Histoire : le monde recréé, un Prométhée sans vautour.

Et l'homme ? Il est évacué, comme Dieu. Staline, massacrant les paysans par millions, est logique. Quiconque ne concourt pas à l'édifice n'est pas un homme. « Le communisme n'existe que dans, par et pour la puissance matérielle collective. » Le faire pourrir aux mines de Sibérie est rationnel : la récupération du déchet. Qui sait si les Procureurs de l'U.R.S.S. n'ont pas en le condamnant le sentiment de restaurer son humanité, la seule qu'ils puissent lui reconnaître : une fonction de termites dans la termitière.

Épousailles.

de la Russie et du communisme.

Et, se rencontrant, Russie et communisme vont mutuellement s'infléchir. Imaginer ce que fût devenu le marxisme, appliqué d'abord dans un pays industriel, est vain. On peut penser que cette révolution n'eût pas eu de lendemain. Un pays évolué n'aurait pas supporté ce carcan. La tension dialectique (amortie en Russie par l'amorphisme du pays) aurait suscité encore plus tôt la naissance de nouvelles classes. Encore une fois, ce jeu est vain. Communisme et Russie ne se peuvent plus dissocier, même dans le titisme et le gomulisme. Dans le wagon plombé de Lénine, le Marxisme est devenu l'U.R.S.S.

On peut tout faire dire à Karl Marx. Son œuvre abonde en contradictions. Nul ne produit une bibliothèque sans prêter à mille interprétations. Le marxisme, dès lors qu'il s'incarnait dans un pays quel qu'il soit, devait se trouver l'objet d'un choix spontané dans l'œuvre quand même confuse de son promoteur. Ce choix, la Russie l'a réalisé plutôt qu'opéré. Comme un des premiers traits qu'elle imposa au marxisme fut le dogmatisme, ce choix même fut dogme pour l'univers communiste. C'est une constatation de Berdiaev : « Les Russes ont témoigné d'une disposition spéciale à adopter les idées occidentales et à les brasser ensuite selon leur mode particulier. Or ce mode particulier consiste presque toujours à y introduire le

dogmatisme. Mine de pensées foisonnantes, l'œuvre de Marx se mue en un système à rigidité théologique : première marque de la Russie sur son visage. La négation de la vérité objective est à la base même de la doctrine marxiste comme de l'hégélianisme. Au contact de la Russie, elle va se nuancer de dissimulation : le penchant à la ruse, l'historien Nicolsky le présente comme « une ride imposée sur le visage russe par les horreurs de la domination tartare ». Sans doute : c'est le fait d'un peuple longtemps et souvent asservi. Presque toute la psychologie de ce peuple, de son penchant à la ruse, à son mysticisme et à son messianisme est l'effet d'un asservissement millénaire. Custine confirme Nicolsky, et nous trouvons un des traits de la diplomatie soviétique. Mais le dogmatisme russe est un dogmatisme de l'outrance. Le choix qu'opère la Russie dans une doctrine accentue celle-ci. Elle n'en retient que l'aspect extrême, parce que cette doctrine ne lui parvient qu'avec retard et que, d'un bond, elle veut rattraper le temps perdu. Le premier bond, c'est Ivan III. Le deuxième bond, c'est Pierre 1^{er}. Le troisième, ce sont les Soviets.

Ainsi va devenir fondamental au communisme quelque chose qui ne l'était peut-être pas dans le marxisme : le surhomme interprète de l'Histoire. Le surhomme est une nécessité russe : seul il peut d'un bond sortir la Russie de son éternelle retombée dans le marécage ancestral. Nécessité psychologique que l'histoire est venue sans cesse confirmer. Le roi païen était déjà « l'intermédiaire entre sa tribu et sa divinité... un talisman vivant », note Gonzague de Reynold. La pénétration byzantine en fait le « Basileus ». Le conducteur du peuple demeure sacralisé. « Heilig » et « Basileus » ont tracé la marche de Staline. Le besoin de se décharger du pouvoir sur un homme sourd des profondeurs religieuses de l'âme russe. Le pouvoir, c'est le mal, car « le pouvoir crée la tentation ». Seul peut le porter un être sacralisé. Le manque d'hommes sera le bruit de cette tendance ancestrale, en même temps, il la confirmera. « La Russie reste anonyme. » Elle doit s'en remettre au destin de quelques hommes, sinon, elle retourne à son anarchie naturelle. Le peuple russe mue la dictature du prolétariat en la dictature d'un homme.

Aussi, tout régime russe ressemblera-t-il à la caserne. Paul III s'est trouvé des successeurs. Le caractère naturellement oppressif du marxisme se confirme et s'accroît. Déjà, on pouvait écrire : « Les hommes sont la monnaie des Empereurs de Russie. Ils ne leur coûtent rien. » Et le Russe trouve dans cet abaissement une joie. L'idée du sacrifice, déviée, qui est au centre de son éthique, l'incline autant à s'asservir qu'à se détruire. Marx a retrouvé les mots mêmes d'Astolphe de Custine, pour exprimer ce trait de l'âme slave : « La Moscovie s'est formée et a grandi à l'école d'abjection que fut le terrible esclavage mongol. La force, elle ne l'a accumulée qu'en devenant une virtuose dans l'art de la servitude. Même émancipée, la Moscovie a continué à jouer son rôle traditionnel d'esclave-maître. »

L'U.R.S.S., c'est le marxisme survolté d'une charge de mysticisme et de messianisme. Telle est la grande transformation apportée par la Russie au communisme.

La Russie, sacrement du communisme.

La Russie qu'a rencontrée le marxisme est encore plus qu'un phénomène politique, un phénomène religieux. Comme le remarque Reynold : « L'expression, Sainte Russie, en est déjà la preuve. » L'histoire russe est avant tout une histoire d'idées religieuses. La mystique a toujours imprégné la politique : les idéologues du XIX^e siècle en portent témoignage. Cette imprégnation est le fruit d'une sorte de transposition. L'orthodoxie s'étant montrée inférieure à sa mission, le potentiel religieux de l'âme russe s'est orienté vers d'autres dogmes, vers une autre foi. Elle a mué les idéologies politiques qui s'offraient à elle en une nouvelle orthodoxie. Ainsi l'antithéisme de Marx est-il devenu un christianisme inversé, le communisme une orthodoxie à rebours.

Et nous avons vu naître ce sentiment religieux si surprenant pour nous : le sans-déisme. Marx en eût été bien surpris, qui ne demandait que la séparation de l'Eglise et de l'État (dans sa naïveté, il croyait, à vrai dire, cette coupure suffisante à la disparition des religions). Le sentiment religieux a envahi l'idéologie matérialiste, lui conférant les caractères d'une foi. La lutte contre le christianisme est devenue le centre passionnel du communisme : « La lutte contre la religion, a écrit le communiste Iljin, est l'événement le plus significatif et le plus important de tous les événements qui se déroulent sur le sol soviétique. » Nous ne sommes plus en présence d'une négation, mais vraiment d'un acte religieux dans une direction fautive. Le Russe croit avec foi — mais il croit dans le sans-déisme. Dès 1930, l'orthodoxie est politiquement vaincue. Le christianisme est retourné aux catacombes. « Si l'athéisme russe n'avait été qu'une mesure d'hostilité envers l'Eglise, et s'il n'avait fallu frapper l'Eglise qu'à titre d'élément de l'État, il aurait dû se montrer satisfait dès 1930. » Au contraire, la passion s'acharne. La haine spirituelle du peuple russe contre le créé devient haine contre le Créateur. Tant d'attaques contre Dieu attestent qu'il existe dans ces âmes ; la prière s'est retournée en blasphème. La haine qui ne peut plus s'en prendre à la religion devient haine même de Dieu. La millénaire souffrance du peuple russe, millénairement évacuée en mystique, se tourne enfin contre Dieu : on lui demande compte du sang d'Abel. Marx avait apporté à la Russie l'antithéisme froid élaboré par une prétendue science et une prétendue raison : le communisme russe en emprunte la physiologie pour exprimer un antithéisme qui, lui, jaillit des profondeurs mêmes de l'âme.

C'est un athéisme « opprimé d'éternel ». Joffé, la veille de son suicide, écrit à Lénine : « Depuis plus de trente ans, j'ai adopté une philosophie basée sur l'idée que la vie humaine n'a de sens qu'aussi longtemps et pour autant qu'elle est au service de l'Éternel... Pour nous, l'humanité est éternelle. »

Le sans-déisme possède ses cultes secondaires, idoles ou saints indispensables à la piété populaire. Chaque matin, quand j'habitais Moscou, j'ai vu pèleriner vers le tombeau de Lénine le peuple russe. Dans la crypte éclairée de rouge, il se recueillait. Les images des politiciens ont relayé les icônes. Le

musée Lénine recèle une véritable chapelle dédiée à son culte. L'antithéisme se manifeste aussi dans l'épiphanie de la Machine, du plan Quinquennal, du Prolétariat, de la Révolution.

Autre invasion de la Russie dans le marxisme : la propagande révolutionnaire se fait messianisme. La Russie met au service de la Révolution l'idée de domination universelle qu'elle a héritée des mongols et de ce grand Khan qui sommait saint Louis de lui rendre hommage. Le patriotisme russe a toujours été patriotisme d'une patrie qui se répand : c'est le messianisme impérialiste des slavophiles au siècle dernier. Ferveur révolutionnaire et patriotisme russe se conjoignent.

Ils confèrent à la Russie son caractère : le sacrement du communisme. Elle en est le signe efficace. Michelet l'avait pressenti qui écrivait de la Russie : « Hier, elle nous disait : « Je suis le christianisme ». Demain elle nous dira : « Je suis le socialisme. » « La Russie a commencé la révolution ; mais, commencer, c'est donner l'exemple moral, c'est aider les autres révolutions, écrit Bennigsen. C'est finalement les diriger. Le leadership russe sera donc inscrit dans le statut de la III^e Internationale fondée en mars 1919, qui sera de ce fait le prolongement et le complément du parti bolchevique, placée au service de la révolution mondiale sur le modèle russe. A partir du 2^e Congrès de la III^e Internationale (juillet 1920), on peut dire que la main-mise de Moscou sur le mouvement communiste mondial est complète, et la situation particulière de la Russie devient dogme pour le communisme international. Autrement dit, le modèle révolutionnaire bolchevique — exclusivement russe — devient une vertu communiste universelle. »

« Plus encore, pour certains dirigeants bolcheviks, la révolution russe finit par s'iden-

Dans la piété des pèlerins russes, les images des politiciens ont relayé les icônes.

tifier, dès 1920, avec l'extension de l'espace socialiste — c'est-à-dire avec les conquêtes militaires de l'Armée Rouge. C'est ainsi qu'on entendra Zinoviev dire au 2^e Congrès de la III^e Internationale (août 1920) : « Le développement futur de la révolution mondiale suivra la marche de notre Armée Rouge. La révolution prolétarienne russe a donné naissance au plus puissant État souverain du monde. En menaçant Varsovie, nous déchirons par cela même le traité de Versailles. » (*Petrogradskaïa Pravda*, 18.8.1920.)

Passion anti-européenne.

L'U.R.S.S., amalgame de la Russie et du communisme, est l'œuvre d'un homme : Staline. Sacrifiant l'un après l'autre ses compagnons pour y parvenir, il en a bâti la puissance. La « révolution dans un seul pays » a produit ce monument politique. A flots de sang, par la déportation, par la famine, Macbeth entraîné de crime en crime, Staline a édifié cette Nation-État qui, de sa masse, écrase l'Europe.

Car l'U.R.S.S. ne pouvait être que *contre l'Europe*. Ce caractère est un nouvel apport de la Russie au communisme. Quand le Kremlin méprise les partis communistes européens, comme lorsque la diplomatie soviétique s'oppose à la C. E. D., ils sont les héritiers de l'histoire russe. Nos neutralistes, et avec eux tous ceux qui croient qu'on peut apprivoiser la Russie avec des concessions, des alliances ou des sourires ignorent cette Histoire dont elle et nous sommes prisonniers. Schubart l'a écrit : la haine de l'Europe est congénitale à la Russie.

Entre elle et nous s'affirme la plus vieille querelle du monde : celle de Caïn et d'Abel. « Le Russe est l'homme de la steppe et il demeure fidèle, même s'il habite une ville, à cette façon de vivre insouciant et vaga-

bonde des nomades. » Voilà qui l'oppose aux peuples agraires, à nous mêmes comme à cette Chine où les années donneront au communisme un autre visage, comme il l'apparente à l'univers du Coran. Je songe à ce mépris réciproque de nos paysans et des « bohémiens ».

La Russie et l'Europe sont « des antithèses géographiques ». L'aventure millénaire de leurs rapports en est marquée. Leurs rares heures de rapprochement ne furent que malentendus. La Russie garde le sentiment d'avoir été la pourvoyeuse d'un marché d'esclaves qui prospéra jusqu'au x^v^e siècle : le plus beau des quais de Venise, même s'il n'évoque pour nous que de romantiques souvenirs, en atteste. Il s'appelle : les *Schiavoni*. Slaves, esclaves : l'étymologie témoigne. Le christianisme pouvait effacer ce malentendu géographique : le schisme l'a consommé. Moscou a repris les prétentions et les haines de Byzance. Pour nous, le mot orthodoxie suscite une nostalgie œcuménique, mais, pour le Russe, Rome c'est la Bête, la Babylone de son Apocalypse quotidiennement non tant méditée qu'exaltée. Aujourd'hui encore, chaque petit garçon de la Russie sans-déiste connaît la querelle du *filioque*.

La Russie est un pays qui faillit être colonisé par l'Europe depuis les rois de Pologne jusqu'à l'expansion industrielle du xix^e siècle. Elle en porte la marque, indélébile. L'une contre l'autre pratiquèrent une politique de glacis qui acheva de les séparer. Disons plutôt que ce fut un des aspects de la politique russe. Nous n'avons qu'une fois, nous Européens, établi un « cordon sanitaire ». La création de satellites est, au contraire, un testament politique des Tsars. Des têtes sont tombées en Hongrie ? L'ordre qui règne à Budapest a d'abord régné à Varsovie.

Le xix^e siècle, qui fut le véritable Moyen-

Age de la Russie, porte lui aussi cette marque. Les anarchistes n'y sont d'accord avec les slavophiles que sur un point : l'humanité doit être délivrée de l'Europe. Dostoïevsky, note dans son *Journal* : « Soyons asiates, soyons sarmates. » De l'orthodoxie aux slavophiles, la culture russe est d'abord un grand refus à l'Europe, sous un vernis d'Évangile ou de jargon humanitaire. Une révolution pour un peuple est toujours une remontée aux sources. Accomplissant les prédictions de Sully qui, décidément, a tout prévu, ou de cet abbé de Pradt qu'on a le tort de ne plus lire, Staline a voulu la Russie contre l'Europe.

Le Basileus Staline...

Expansion révolutionnaire ou impérialisme ?

Dans l'histoire russe, Staline avait rencontré Pierre 1^{er}. Il avait rencontré Pierre le bâtisseur. Les conquêtes de Staline furent nombreuses, mais elles signifiaient moins la recherche d'une extension territoriale que la constitution de ces glacis derrière lesquels bâtir la Russie. Khrouchtchev, lui, a renoué avec une autre tradition des Tsars, celle de l'expansion impérialiste. Par dessus Staline, il renoue avec Lénine et la doctrine de la révolution universelle et permanente, vingt-cinq ans suspendue et combattue par Staline. Dès son accession au pouvoir, il quitte la Russie. Il parcourt le monde en un voyage de style Barnum. Aux Indes, on lui passe des *malés* odorants autour du cou. Le monde s'y est trompé. On nous a décrit ces « tournées » comme des offensives de paix. Elles signifiaient au contraire la reprise du nomadisme politique. Pour un pays sans limites géographiques, la frontière n'est jamais fixe. Le marais russe débordait ses rives. Il déversait ses eaux vers le tiers monde demi-mort,

Le mysticisme et le messianisme russes survoltant le marxisme...

l'immensité tropicale de la misère et de la faim. La virée éléphantine et cocasse de Boulganine et de Khrouchtchev révéla sa véritable portée ce 26 septembre 1955 où la Tchécoslovaquie promit des armes à l'Égypte. Une fois de plus, on pouvait vérifier que si le mot « État » est, par sa racine même, en français, évocateur de stabilité, en russe, son étymologie contient un sens dynamique. La tradition impériale était renouée.

Expansion révolutionnaire quand même. Les marxistes du Kremlin n'y renoncent jamais tout à fait. Mais, encore une fois, la Russie est le sacrement du communisme. Son expansion est en soi porteuse de la grâce marxiste. Ainsi l'expansion révolutionnaire va-t-elle perdre son caractère universaliste. Elle deviendra pur expansionisme. On ne convertit au communisme aucun des pays convoités. Par le biais du « neutralisme positif », on les « satellise ». Par Staline, le communisme s'était fait nation, par Khrouchtchev, il se fait empire.

N'insistons pas... De l'Égypte à la Syrie, l'U.R.S.S. nous a offert trop de preuves.

Les contradictions de l'U.R.S.S.

Mais la faiblesse de l'U.R.S.S. sera d'additionner les contradictions du progrès indéfini aux contradictions de la Russie.

Le mythe hugolesque du progrès indéfini a empoisonné la pensée marxiste. Un jour, la tension dialectique cesserait. Un jour, une société sans classe figée dans sa perfection établirait sur la terre une édenique humanité. Pourquoi la société communiste ne subira-t-elle pas le processus de dégradation lucidement analysé par Marx lui-même ? Il ne l'explique pas, substituant

un acte de foi à l'étude qu'il voulait jusqu'à la scientifique.

L'U.R.S.S. lui apporte un immense démenti. La Russie était un pays sans classes. Le régime soviétique l'en a dotée. Son premier effet fut la création de cette bourgeoisie autochtone que jamais les tsars n'avaient obtenue ou permise.

L'immense bureaucratie des Soviets est pratiquement héréditaire. J'ai raconté ailleurs mes visites dans les écoles soviétiques, quand tous les enfants des écoles secondaires — qui sont payantes — me répondaient : « mon père est général » ; « mon père est fonctionnaire » ; « mon père est ingénieur ». Le prolétaire d'U.R.S.S. ne peut ouvrir à ses enfants les voies de l'Université, c'est-à-dire les portes de la fructueuse bureaucratie. Mon récit créa beaucoup d'irritation à Moscou. Il avait paru dans l'*Aube*. Le directeur de ce quotidien, M. Francisque Gay, reçut un interminable télégramme de protestation. C'était une diatribe semée d'injures, mais non une réfutation : on indiquait bien l'origine populaire des bourgeois actuels, mais on ne niait pas que seuls leurs enfants étaient aptes à pénétrer dans le nouveau Tchine. Si bien que l'opposition entre l'État et les masses, décelée par de nombreux observateurs, se trouve en fait une rupture entre classes. La philosophie marxiste de l'Histoire s'applique déjà à l'U.R.S.S.

Elle s'y applique surtout par la présence entre ses frontières de ce que Toynbee appelle un « prolétariat externe ». Sauf vis à vis des juifs, la Russie ignorait le racisme. Couvrant l'Asie septentrionale sans l'organiser vraiment, elle l'avait plus occupée que colonisée. Fêlée de produire, l'U.R.S.S. allait imposer à la Russie allogène une colonisation à la fois classique et outrée. Classique surtout : le pacte colonial y sévit sous

la forme la plus lucide. La monoculture partout implantée rive les peuples asservis. Si Sultan Galiev n'a pas été suivi par les autorités soviétiques, n'est-ce pas au moins en partie parce qu'elles désiraient assurer leur main-mise sur le coton et sur le pétrole ?

La centralisation et l'encadrement russes sont un des autres aspects du colonialisme soviétique. Les Républiques sont fédérées, mais tous les postes importants sont aux mains des Russes. Selon une tactique, classique elle aussi de toutes les colonisations, on ne laisse aux indigènes que les portefeuilles voyants qui ne confèrent pas de pouvoirs. La police à l'influence insinuante est toujours entre les mains d'un Russe. Enfin, pour parfaire cette centralisation, l'appareil du Parti est là. Entendons le cri de Philippe Makharadzé, chef communiste géorgien, au XII^e Congrès du Parti : « On parle beaucoup de l'indépendance et de l'autonomie des Républiques ? Nous avons un parti unique et un pouvoir central unique qui décident absolument de tout ce qui se passe dans les républiques, même dans les plus petites, de la politique générale jusqu'à la nomination des dirigeants. Comment peut-on parler de l'indépendance dans ces conditions ! »

Parfois l'U.R.S.S. va plus loin. Elle pratique la colonisation au sens technique du terme. Ou la pousse jusqu'au génocide. En 1946, deux millions et demi d'indigènes ont été arrachés à leur sol, et non pas seulement les peuples qui avaient pactisé avec la Wehrmacht, mais des républiques entières dont celle-ci n'avait jamais approché. Des décrets de grâce sont venus depuis. Ils ne font mention ni des Allemands de la Volga, ni des Tatars de Crimée dont les terres ont été partagées entre les Russes. Sans même remonter au décret de 1946, en 1945, le Plan prévoyait l'installation de 42 000 fermiers russes au Kazakhstan « souvent dans les maisons laissées vides par l'exode des travailleurs vers les mines et les centres industriels ».

L'assimilationnisme sévit lui aussi. Les populations sont arrachées à leur mode de vie traditionnel. On les sédentarise de force. De l'aveu même du très communiste géographe, Pierre George, le peuplement rural des colonies soviétiques a perdu 30 p. 100 de ses effectifs. Certaines républiques ont été presque vidées. La centralisation par le Parti est une autre forme d'assimilationnisme. Kalinine ne proposait-il pas comme but, en 1929, dans la *Nation Socialiste* « d'apprendre aux gens de la steppe kirghize, au petit planteur de coton ouzbek, et au jardinier turkmène, à accepter l'idéal de l'ouvrier de Léninegrad. »

Non, rien n'a manqué au colonialisme russe, et même pas le goût du béni-où-oui, et même pas l'assimilationnisme culturel par la prédominance de la langue russe.

Mais la colonisation, en U.R.S.S., comme ailleurs, a engendré les difficultés coloniales. Les populations ont réagi contre la centralisation agressive. Leur réaction fut la même qu'ailleurs : elles ont pris refuge dans leurs traditions. La Russie tsariste ne connaissait pas les barrières entre peuples. Celles-ci ont surgi, provoquées en défensive par les colonisés eux-mêmes. Les quartiers se sont distingués. Franchie l'école, les enfants ne jouent plus ensemble. Surtout l'U.R.S.S. s'est trouvée prise dans une contradiction,

dont par de nombreux compromis elle a tenté de sortir, mais jamais avec un complet succès. Son expansionnisme exigeait qu'elle ménagât ses allogènes, notamment les musulmans. Elle y était contrainte d'autant plus que ceux-ci, souvent limitrophes de la Chine, pouvaient tourner les yeux vers cet autre communisme. Ainsi a-t-elle été amenée à reconnaître aux peuples mêmes qu'elle colonisait un certain caractère « national ». Elle a tempéré d'une autonomie culturelle et de fédéralisme apparent la concentration politique. Mais ce caractère national était d'autant plus dangereux pour l'emprise russe qu'il apparentait les républiques fédérées à des États libres voisins. D'où dénonciations de déviationnisme et resserrement des étreintes. La tension entre la Russie et son prolétariat extérieur domine toute l'histoire de l'U.R.S.S. Il indique qu'elle sera la fin la plus probable de cette puissance où le marxisme a engendré et des classes et des colonisations qu'elle ignorait jusqu'à lui.

Au Kremlin, on sent ce danger. Aussi, en même temps qu'on cherche à satelliser les peuples sous-développés, on se garde bien de les communiser. Les pièces neuves déchireraient tout le vieux manteau.

Il se déchirera sans doute, de toute façon. Quand cela ? La Russie est lente et patiente. Ceux qui, à chaque crise dans les équipes dirigeantes soviétiques, nous prédisent la fin du régime, la connaissent mal. Qu'un homme en remplace un autre, ce n'est que remous de surface. La marée des grandes subversions se prépare ailleurs, mais elle est étale, et peut-être encore pour longtemps, quelle que soit l'accélération de l'Histoire. Elle lèvera pourtant, un jour que nous ne connaissons pas. Elle sera brusque, très brusque, comme toutes les mutations de la Russie. Le dogmatisme russe impose ces césures sans transitions. Elle sera violente. Elle submergera l'extraordinaire réussite matérielle de l'U.R.S.S. Elle en détruira les réalisations aussi légèrement que le héros de *L'Idiot*, en un geste russe, jette dans le poêle ses cent mille roubles. Alors une cinquième Russie...

A moins que (l'homme possède aujourd'hui un terrible pouvoir) ceux qui dirigeront alors l'U.R.S.S. ne précipitent l'humanité dans leur désespoir. Aujourd'hui, pour détruire le monde, un simple bouton devant le doigt d'un possédé. Chacun de nous, pécheur qui a senti monter en soi le goût du mal, sait qu'un tel geste est possible. Détruire le monde n'est pas un effort plus grand que perdre son âme, ni quelque chose de plus aberrant. Dieu ne détruit pas, et la fin du monde ne peut venir que de la liberté de l'homme. C'est pourquoi nul ne sait l'heure, et même pas le Fils de l'Homme, mais la seule prévision divine. Détruire la terre est un vieux goût russe. L'apothéose du Spoutnik provoque la tentation de la fin du monde, si du moins l'homme ne s'accorde pas ce surcroît d'âme qu'exigeait de lui Henri Bergson.

A la rencontre d'une doctrine et d'un pays, à la rencontre du marxisme et de la Russie : le communisme. Ni un socialisme plus dur, ni une recette contre le sous-développement, mais une aventure où toute l'humanité est engagée. GEORGES LE BRUN KERIS.

**Le Bourgeois : un type social nouveau,
inconnu sous les Tsars**

LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE EN

HENRI THÉRY. — Démocratie chrétienne ? N'est-ce pas, d'une part, un phénomène historique qui, dans le passé, a revêtu, en Italie et en France, une certaine signification, et d'autre part, un phénomène récent qui a pris une signification différente, lorsque des partis constitués après la deuxième guerre mondiale ont revendiqué cette appellation ?

MARC SCHERER. — ... sauf en France jusqu'à ces dernières semaines...

HENRI THÉRY. — ... mais en France aussi maintenant, puisque la démocratie chrétienne cherche à s'imposer comme une sorte de mythe, un mythe qui peut-être a quelque chance, électoralement et à court terme, de se révéler payant, mais qui est, à mon avis, extrêmement dangereux à long terme.

ÉTIENNE BORNE. — Ce jugement sur le mythe ne doit pas masquer le problème de l'avenir de l'idée. Sommes-nous devant un grand passé qui, maintenant, se dégrade en mythe ou est-ce que, dans la ligne de ce passé, il y a un avenir possible pour l'idée ?

L'histoire d'une idée et d'un mot.

LOUIS TERRENOIRE. — Il est assez paradoxal de voir la politique se dégrader en mythe !...

MARC SCHERER. — Je n'aime guère qu'on parle de la démocratie chrétienne en termes de « mythe », puisque le mot lui-même est ambigu. Il me paraît plus simple et plus clair de parler d'une *tradition* démocrate chrétienne, qui a en France ses lettres de noblesse, plus anciennes que partout ailleurs, et qui a par elle-même son dynamisme aussi, et sa rigueur, et son honneur propres.

J'ai eu la curiosité, bien avant que la démocratie chrétienne fit irruption dans notre vocabulaire quotidien, comme une expression polémique ou passionnelle, d'en rechercher les antécédents historiques.

Pour l'idée démocrate chrétienne, sans le mot naturellement, je crois qu'on peut remonter à Fénelon. Ce *Télémaque*, qui nous a si fort ennuyés quand on nous le faisait lire à treize ans, c'est un vrai pamphlet contre le « despotisme », aussi pamphlétaire dans l'ordre de la critique politique que *Le Discours de la Méthode* dans l'ordre de la critique philosophique. Et la critique du « despotisme » se justifie déjà par l'indignation soulevée dans l'âme de Fénelon par le mépris du peuple dont se rend coupable la « tyrannie » et qui, finalement, inéluctablement, appellera une « révolution ». On retrouve les mêmes pensées, plus rudes, dans *La Lettre à Louis XIV*, féroce remontrance au souverain à propos de l'exploitation du peuple, et dans les *Tables de Chaulnes* où l'idée démocratique est près de se formuler en tant que telle...

Quant au mot, il a une histoire aussi, qu'il y a intérêt à ne pas méconnaître, si l'on veut que la tradition vivante ne soit pas sacrifiée par le mythe électoral provisoire.

Sauf erreur, le nom de démocrate chrétien n'apparaît pas, du moins en tant que signe de rassemblement politique, avant 1848. C'est dans l'*Ère Nouvelle*, d'Ozanam et de Maret, qu'on le trouve pour la première fois dans le sens que le M. R. P. voulait lui garder

ou lui restituer. Et avec le même accent populaire, je veux dire, de respect et de service du peuple que le M. R. P. mettait en 1944 à dire : « Bâtir la République avec le peuple ».

FÉLIX LACAMBRE. — C'est donc bien de là qu'il faut partir et de cette inspiration populaire qu'il ne faut pas se départir...

MARC SCHERER. — Naturellement, le mot de démocratie chrétienne disparaît sous l'Empire : il n'y a plus de journal démocrate chrétien, il n'y a plus de groupe organisé. Reste le témoignage d'Arnaud de l'Ariège qui fut un mainteneur. Reste aussi que, le mot effacé, l'idée ne meurt pas ; et c'est même Lacordaire, naguère peu enclin à suivre en toutes choses Ozanam et Maret, qui proteste contre la restauration du despotisme : le dominicain a de cruelles paroles sur la « grande calamité » qu'est dans un pays, ami de la Liberté, « la violation par la force militaire de la Constitution »...

Le mot réapparaît en 1893 dans le fameux discours de l'abbé Naudet à Liège. Dans ce discours, peut-être emphatique et plus « social » que « politique », Robert Cornilleau voyait « la charte de la démocratie chrétienne », ce qui est peut-être trop généreux. Mais le mot est quand même repris par Léon Harmel en 1894 quand il fonde le premier « parti ouvrier chrétien » devenu, à la demande d'Emmanuel Desgrées du Lou, le *parti démocrate chrétien*. Que ce parti se soit évanoui très vite dans le tumulte de l'Affaire Dreyfus, que même les « abbés démocrates » ne l'aient pas bien pris au sérieux, cela peut donner à penser que le mot de démocratie chrétienne n'avait déjà plus, en tant que signe de ralliement, le même pouvoir de fascination qu'en 1848.

ÉTIENNE BORNE. — Toujours est-il en effet que le *Sillon* néglige complètement le mot transmis par Harmel à Sangnier.

MARC SCHERER. — Oui, en effet, notre Marc, quand il rêvait d'un futur parti, parlait de « parti de la République démocratique ».

ÉTIENNE BORNE. — Lequel ne vit jamais le jour...

MARC SCHERER. — D'ailleurs, le mot de « démocratie chrétienne » allait être proprement vidé de son sens *politique* par le pape Léon XIII. Il est curieux de voir que Léon XIII, en lui ôtant tout sens politique et en ne lui attachant aucune signification autre que cette bienfaisante action chrétienne parmi le peuple, a donné, presque trente ans à l'avance, la définition que donnera Pie IX de l'Action Catholique...

Il est bien remarquable aussi que ni la Jeune République de 1912, ni le Parti démocrate populaire de 1924, ni la NEF de 1938 n'ont tenu à ressusciter le mot de démocratie chrétienne, sans doute pour éviter toute suspicion de « confessionnalisme ». Jusqu'à la guerre de 1939, il n'y a que l'Action Française pour parler des démocrates chrétiens, plus gentiment nommés d'ailleurs les « rouges-chrétiens »... Et je crois que c'est délibérément que les fondateurs du M. R. P. ont évité de mettre sur leur bannière « démocratie chrétienne », ce qui n'empêche personne de savoir que les fondateurs du Mouvement sont dans la tradition d'Ozanam, dans la tradition « démocrate chrétienne », acceptée dans toutes ses exigences, et non comme un mythe électoral...

HENRI THÉRY. — Il n'empêche que, sous ses nouvelles apparences,

Débat autour d'un mot, d'un mythe et d'une idée entre Étienne Borne, Félix Lacambre, Louis Terrenoire, Henri Théry, Marc Scherer.

la démocratie chrétienne pourrait exercer l'attrait d'un mirage, le mirage du bloc catholique, le mirage du bloc confessionnel enfin ressoudé, ce qui ne serait pas négligeable dans les calculs électoraux. Dans l'immédiat aussi, l'expression de « démocratie chrétienne » peut provoquer un certain élan de l'opinion, surtout à cause de la faveur dont la « démocratie chrétienne » jouit dans d'autres pays...

Chance et malchance d'être un mythe

MARC SCHERER. — Vous êtes peut-être un peu trop optimiste sur la valeur, même électorale, de la référence aux maximes fondamentales de la civilisation chrétienne ! Croyez-vous que le catholique moyen, le catholique badaud, sauf peut-être dans certaines provinces où les traditions religieuses demeurent particulièrement vivaces, se considère nécessairement déterminé dans son choix politique par la qualité de chrétien revendiquée ou proclamée par un candidat ?...

LOUIS TERRENOIRE. — En la circonstance, Georges Bidault n'agit-il pas, en effet, plus en professeur de géographie qu'en professeur d'histoire ? Dans le contexte historique de la France d'aujourd'hui, dire « parti démocrate chrétien », c'est dire « parti confessionnel », étant données les références géographiques qui nous entourent. La « démocratie chrétienne », en 1958, implique nécessairement un cléricisme, au sens littéral du mot, c'est-à-dire non pas une inféodation au clergé, le mot serait péjoratif, mais un concours constant apporté par les clercs aux hommes engagés dans une certaine action politique. Or, précisément, en France, on observe la tendance inverse : le clergé, à ce qu'il me semble, est de plus en plus neutraliste en matière politique... Alors quoi ? On a déjà reproché au M. R. P. de se laisser « régionaliser », un peu par la force des choses, dans ses forteresses de chrétienté de l'ouest breton et de l'est alsacien-lorrain. Il me semble que, si on marque encore davantage, et jusque dans le nom du parti, le caractère confessionnel d'un mouvement politique, on s'expose non plus seulement à l'indifférence ou au neutralisme du clergé, mais à une sourde hostilité, dans la mesure où le clergé, évêques en tête, aura la crainte de voir son action apostolique compromise par un mouvement politique qui, de toute façon, ne recouvrira pas l'ensemble des chrétiens dans un pays comme la France...

MARC SCHERER. — C'est l'évidence même que les catholiques de France ne tiennent pas du tout à être rassemblés dans un même parti...

ÉTIENNE BORNE. — Absolument pas !

MARC SCHERER. — La tradition constante des catholiques de France, depuis les guerres de religion, c'est d'être divisés. Il est même amusant de constater que chaque fois qu'on a essayé de fabriquer un parti catholique, confessionnel ou cléricale, ce sont les évêques qui ont donné le coup de frein. Montalembert, en 1830, a été durement rabroué par tout l'épiscopat, l'évêque de Langres excepté. Albert de Mun, en 1885, a vu sa tentative brisée par les évêques et même par le pape en personne. Jacques Pick, en 1904, n'est arrivé qu'à créer un rassemblement hétéroclite, vite dédaigné par la hiérarchie... Tous ces précédents sont peu encourageants et je m'en réjouis. D'ailleurs, je me demande pourquoi des laïcs mettraient tant d'ardeur à constituer un parti cléricale si les clercs ne veulent pas d'un tel parti.

ÉTIENNE BORNE. — A quoi il faut ajouter qu'en France les thèmes démocrates-chrétiens, les vrais, jouent un grand rôle dans la « division des catholiques »...

HENRI THÉRY. — J'en suis tout à fait d'accord...

ÉTIENNE BORNE. — ... et qu'en un certain sens, cette division est heureuse. Je voudrais préciser ici que le mot « chrétien », si on tient à l'employer, doit être interprété et expliqué. Il est très important de savoir que, s'il y a des chrétiens de foi, il y a aussi des chrétiens d'aspiration et des chrétiens de nostalgie. Les premiers sont des « pratiquants », les autres non. La foi est une chose, l'imprégnation de culture chrétienne, même sans la foi, est une autre chose. En rigueur de termes, il n'est pas indispensable, pour l'option *politique*, que l'option *chrétienne* soit une option de foi. Il suffit que ce soit une option de *civilisation*.

MARC SCHERER. — Cette remarque est, en effet, capitale. C'est pourquoi je crois incommode et équivoque de penser le problème de la démocratie chrétienne dans une perspective *religieuse*.

FÉLIX LACAMBRE. — C'est bien pourquoi aussi on devrait renoncer à l'expression de « démocrates chrétiens » à la fois abrupte et équivoque. Il serait déjà préférable de dire simplement « démocrates d'inspiration chrétienne ».

MARC SCHERER. — C'est ce qu'avait proposé Francisque Gay, il y a vingt ans, pour donner un nom à une « famille spirituelle » qui n'est pas exclusivement située sur le plan de l'action politique. Quant à ceux qui, sur le plan de cet engagement *politique*, démocrate-chrétien, se réclament de l'idéal démocratique d'inspiration chrétienne, il importe, au plus haut point, qu'ils n'accueillent que des chrétiens qui sont démocrates, et des démocrates qui ont du respect pour les maximes chrétiennes. Sans quoi, tout devient non plus seulement équivoque, mais frauduleux.

FÉLIX LACAMBRE. — Le drame serait alors, en effet, de compromettre l'idée dans l'échec du mythe, qui aurait animé une formation provisoire, précaire et équivoque. Au fond, ce qui est finalement en cause dans tout cela, c'est l'éducation politique des chrétiens. Je crois que Théry n'a pas tort quand il constate que la masse chrétienne moyenne (à l'inverse de nombreux dirigeants et militants, même et peut-être surtout lorsqu'ils sont, tels les syndicalistes, étiquetés comme chrétiens) aimerait assez voir apparaître sur l'échiquier politique une formation qui se dise carrément chrétienne ou catholique. Avoir un « bon » candidat, qui va à la messe, c'est très rassurant... mais n'est-ce pas renoncer à voir les options qui commandent précisément toute politique authentique de reconquête de la classe ouvrière ?

Certes, une vraie démocratie chrétienne qui définirait clairement des objectifs authentiquement sociaux atténuerait cette objection. Mais, même dans ce cas, je vois au plan ouvrier, et aussi au plan syndical ou familial, de nombreux militants qui, fondamentalement d'accord avec une politique démocratique d'inspiration chrétienne, sont extrêmement réticents à l'idée d'un parti qui s'appellerait « Démocrate-Chrétien » parce qu'ils ont l'impression que ce parti, avec cette étiquette, les « couperait » d'une masse qu'ils veulent arracher à l'emprise du parti communiste.

C'est un fait, à quoi nul ne peut rien, du moins pour le moment...

ÉTIENNE BORNE. — Est-ce qu'il n'y a pas là tout de même un problème de fond ? Ce que vous dites s'applique assez bien à l'U. G. S. ; mais il faut bien voir que les gens de l'U. G. S. pratiquent en définitive une sorte de « séparatisme » : tout se passe comme s'il y avait pour eux une politique séparée totalement de toute référence à des valeurs absolues. Nous, au contraire, ce que nous voulons maintenir, peu importe l'étiquette, c'est l'idée qu'on ne peut pas séparer complètement la politique d'une vision générale du monde. Et c'est pourquoi, malgré tout, nous ne devons pas nous désintéresser du sort de l'étiquette elle-même. Si nous acceptions que le mot ne vaille plus rien, parce qu'il risque d'en être fait mauvais usage, ne serions-nous pas finalement complices des entreprises de détournement et de désintégration de l'idée ?

Et puis, voyons aussi ce qu'il y a d'absolument nouveau dans la conjoncture : le jeu des forces que nous voulons empêcher de détériorer la République et de détruire la démocratie.

Après les événements du 13 mai, deux dangers se montrent : d'une part, toute la mystique actuelle de l'armée ; d'autre part, le communisme. L'un et l'autre ont de l'influence sur l'opinion parce que ce sont deux idéologies fortes.

LOUIS TERRENOIRE. — Vous avez sans doute raison en parlant de deux dangers sur le plan des idées, mais ce serait une simple commodité intellectuelle que de les assimiler, et notamment dans la conjoncture du moment, ou bien alors il faudrait instituer un tout autre débat. Du côté de l'armée, ce qui s'est passé est surtout un phénomène d'horreur du vide... Et n'oublions pas que, dans le cadre algérien, l'armée a toujours été dressée contre l'esprit colonialiste.

ÉTIENNE BORNE. — Je ne fais pas de procès sectaire, je veux bien qualifier différemment les deux dangers, mais je répète que, si

Et il serait grave, dans l'échec du mythe, de saccager ce que l'idée peut avoir de valable.

on peut retrouver du côté de l'armée des valeurs sociales, politiquement le mouvement n'est pas démocratique...

LOUIS TERRENOIRE. — Peut-être pas dans certains esprits...

ÉTIENNE BORNE. — Et que le 13 mai met en question, même s'il est socialement ouvert, la démocratie.

Nous sommes donc pressés des deux côtés. Devant ce double danger, quelles sont les ressources dans une France qui est peut-être tentée de céder aux idéologies dures ? Nous avons nous-mêmes une tradition, nous nous référons à de hautes valeurs. Il se trouve que cette tradition est en danger très grave d'une dégradation. Faut-il en conclure qu'il n'y a plus rien à en tirer dans l'impasse actuelle ? Je suis d'accord sur les difficultés psychologiques, immédiates, du vocabulaire. Seulement, je crois que la logique de cette contestation amène à rejeter complètement le thème de la démocratie chrétienne, puisqu'on a l'air de le considérer comme tellement compromis qu'il n'est plus d'aucun usage possible. Je crains qu'on jette l'enfant avec l'eau du bain...

MARC SCHERER. — Parce que l'eau du bain est sale, bien sûr...

ÉTIENNE BORNE. — C'est bien souvent devant le néant que se font les regroupements. Devant le néant politique actuel, c'est avec les moyens du bord qu'il faut agir.

D'autre part, pour reprendre l'idée du mythe dont parlait tout à l'heure Henri Théry, je crois que, même si l'idée se dégrade en mythe, il reste quelque chose de valable. Les deux grands pays où « ça a marché », l'Allemagne et l'Italie, sortaient du fascisme et du nazisme et ils sont toujours menacés par le communisme de l'extérieur ou de l'intérieur. Ils avaient besoin d'une idéologie forte contre un système du monde qui est très fort et qui est séduisant. L'appel à la démocratie chrétienne joue alors un rôle qui n'est pas purement négatif. En revanche, dans des pays comme l'Angleterre qui n'ont pas de sectarisme extrémiste, qui ne sont

Henry Théry

Le mythe actuel de la démocratie chrétienne compromet les chances d'un rassemblement plus authentique.

pas séduits pas une idéologie systématique et prestigieuse, on n'éprouve aucun besoin d'une idéologie du style démocratie chrétienne... Certes, la difficulté est que la situation habituelle de la France ne coïncide ni avec les uns, ni avec les autres. Toutefois, je crois que, dans les circonstances actuelles, nous retrouvons la possibilité de bâtir, sur les choses qui nous sont communes, un parti, ou un mouvement, peu importe, capable d'avoir des chances historiques.

Les catholiques peuvent-ils s'unir sur le plan social

LOUIS TERRENOIRE. — Pour y parvenir, ne faudrait-il pas alors poser le problème autrement et en revenir au contenu réel de la formule démocrate chrétienne pour essayer de la définir un peu mieux en fonction des données concrètes de la situation française ? Ne pourrait-on pas distinguer deux sortes d'options ? Sur le plan politique, il n'y a actuellement rien de définitif qui puisse faire l'unanimité entre les divers courants de la famille démocrate chrétienne. Mais cette unanimité ne pourrait-elle pas se retrouver sur le plan social et permettre, d'une attitude trop défensive vis-à-vis du communisme, de passer à l'offensive ? Je suis très frappé par le fait que, depuis dix ans, l'avant-garde des chrétiens qui se précipite vers le progressisme est en réalité d'une timidité extraordinaire sur le plan social. Que nous ont-ils proposé ? Rien d'autre que de nous inféoder politiquement à un bloc d'extrême-gauche...

ÉTIENNE BORNE. — Parce que leur préoccupation est en réalité politique plus que sociale.

LOUIS TERRENOIRE. — Sans doute, mais le devoir des chrétiens ne serait-il pas cependant, en face du communisme, de proposer leur propre révolution et d'aller très loin dans ce sens-là ? Ne pourrait-on pas retrouver, dans la démocratie chrétienne, une force nouvelle, si on insistait plutôt sur l'aspect social de ce qu'il convient de faire au XX^e siècle que sur l'aspect politique d'une action forcément liée aux conjonctures ? On en reviendrait à une position, disons assez libérale : laissons se renouveler un parti, qui ne se dit pas démocrate chrétien, mais essaie d'être fidèle à la tradition démocrate chrétienne ; et laissons aussi à des pigeons voyageurs la licence de s'éloigner du pigeonnier, à droite et à gauche. Et retrouvons-nous tous sur le plan social, ce qui pourrait préparer un regroupement « travailliste ».

MARC SCHERER. — Dans *L'Ère nouvelle* de 1848, on lisait déjà que la vocation essentielle de la démocratie chrétienne est de se mettre au service de la « classe ouvrière ».

FÉLIX LACAMBRE. — Je ne suis pas sûr que les gens qui vont à la messe, s'ils ne sont pas, depuis toujours et par toutes leurs fibres, de la famille démocrate chrétienne, seront d'accord pour se retrouver, comme dit Louis Terrenoire, sur le plan social. Ils se retrouveront peut-être sur le plan politique... à condition qu'on ne parle pas, ou qu'on ne parle guère, de politique sociale...

HENRI THÉRY. — Je me demande si, même les chrétiens qui sont démocrates, les « démocrates d'inspiration chrétienne », sont très homogènes sur le plan social. Ou l'on vide le mot « social » de tout son contenu, ou on lui donne sa pleine dimension, et il faut alors admettre qu'on ne peut pas « être social » sans professer une certaine *politique* sociale. Et une « politique sociale », cela suppose ou entraîne des options proprement *politiques*. Or je ne suis pas convaincu que, même à l'intérieur de la famille démocrate chrétienne, il y ait une suffisante homogénéité complète de conceptions sur tous les problèmes de la planification, par exemple, ou de l'expansion, ou des investissements. Dans le « catholicisme social » lui-même, il y a une tradition qui est plutôt de droite et une tradition qui est plutôt de gauche...

ÉTIENNE BORNE. — Ces divisions sont politiques, précisément,

Louis Terrenoire

Divisés politiquement, les catholiques français ne pourraient-ils pas tout de même se retrouver sur le plan social ?

bien plus que sociales. Les gens que vous dites de droite sont ceux qui accepteraient d'aller très loin au point de vue social, mais ne sont pas démocrates... Par exemple, tout ce qui est « corporatiste », pour employer un mot commode, est assez éloigné de la démocratie chrétienne. Il me semble que ce qui fait la famille d'esprit, c'est précisément une certaine manière de définir un rapport entre le social et le politique.

LOUIS TERRENOIRE. — J'avoue que je suis inquiet, et c'était le sens de la réponse que j'ai faite, il y a deux ans, à l'enquête de la *Chronique Sociale* : « Catholiques de droite ? catholiques de gauche ? ». Je suis inquiet de voir que les catholiques de France s'installent si confortablement dans leurs divisions, alors qu'ils devraient tout de même avoir le souci de se retrouver sur un certain nombre de plans. J'indiquais tout à l'heure le plan social. Cela me paraît possible d'une façon assez large à cause de l'évolution économique et sociale qui fait que bien des gens sont maintenant acquis aux nationalisations, à un minimum de planification, à une transformation de la structure des entreprises aboutissant à des formules de co-gestion...

HENRI THÉRY. — Je crois qu'il existe une perspective de démocratie industrielle, de la démocratie économique qui est assez différente de la perspective de la co-gestion.

LOUIS TERRENOIRE. — Pour revenir au problème soulevé par Félix Lacambre, je pense qu'il faut attacher une grande importance au mouvement de dépolitisation des masses sur le plan syndical. Ce mouvement prend de telles proportions qu'il pourrait se traduire assez vite sur le plan politique. C'est alors que les chrétiens qui croient que leur devoir est de se trouver dans le voisinage du parti communiste changeront peut-être d'avis et estimeront qu'il y a quelque chose de plus constructif à faire avec d'autres chrétiens, qui sont prêts aussi à aller très loin dans la transformation des structures économiques et sociales...

ÉTIENNE BORNE. — Mais encore faut-il que la maison soit prête et ouverte...

Famille spirituelle et famille politique.

HENRI THÉRY. — Il ne s'agit pas simplement d'un asile à partager. L'objectif des rapprochements à réaliser, nous dit Étienne Borne, est de faire face aux deux dangers qu'il a énumérés. Croyez-vous qu'un rassemblement autour de l'équipe du M. R. P., même élargie, représenterait quelque chose d'assez dur et d'assez homogène pour s'opposer efficacement à ces deux périls ? Le centre allemand a-t-il pu s'opposer efficacement à la double menace du communisme et du national-socialisme ? Quelles sont les possibilités propres de la démocratie chrétienne, ou plus exactement de la famille spirituelle que représente la démocratie chrétienne première manière ? Nous avons constaté qu'elle n'était pas suffisamment homogène, ni sur le plan politique, ni sur le plan social. Est-il possible d'imaginer un rassemblement où se retrouveraient des éléments modérés, antifascistes bien entendu, mais libéraux en matière économique ou sociale, et assez tentés de freiner, dans l'Outre-Mer, le mouvement de « décolonisation », et en même temps des éléments, disons plus dynamiques, plus « à gauche », aux positions plus hardies sur le plan social et plus tranchées quant aux questions d'Outre-Mer ? Est-il possible de faire cohabiter tout ce monde-là dans un même parti ?

LOUIS TERRENOIRE. — Comme en Italie... Dans la démocratie chrétienne d'Italie, il y a une droite et une gauche extrêmement différenciées. Chez nous, je crois qu'il serait également possible de procéder à un regroupement politique où les démocrates chrétiens, tels qu'ils sont pour le moment, seraient représentés. À côté d'eux, il y aurait d'autres hommes, d'un autre tempérament, car il y a tout de même d'autres hommes que les démocrates chrétiens pour s'opposer non seulement au communisme, mais à cette vision trop simplifiée du monde que représenterait un pouvoir strictement militaire, tout en entendant instaurer un État fort, convenant à un pays qui a un besoin terrible d'être gouverné. À l'abri de cet État fort, peut se développer une formation politique où les démocrates chrétiens aient leur place.

Rien ne dit que cela durera toujours : en politique, tout est relatif. Donc, pour les années à venir, je crois que c'est de ce côté-là qu'il faut chercher une solution, et non dans des formations improvisées dont on ne voit pas très exactement qui elles recueilleront ni où elles iront. Ce n'est pas très ambitieux, mais à quoi bon les plans ambitieux s'ils ne s'insèrent pas dans les faits ?

HENRI THÉRY. — La démocratie chrétienne d'Italie réunit des tendances très diverses, alors qu'en France la démocratie chrétienne, prise en son sens authentique, n'a aucune chance de réussir le même rassemblement.

FÉLIX LACAMBRE. — En outre, le fâcheux, c'est que, surtout depuis quelques semaines, l'étiquette « démocratie chrétienne » risque d'évoquer quelque chose qui est, en gros, à l'opposé de la démocratie chrétienne première manière...

LOUIS TERRENOIRE. — J'ai indiqué tout à l'heure mes réserves vis-à-vis de l'initiative de Georges Bidault. Cela m'autorise à prendre tout de même ici sa défense. N'oublions pas que, si certains éléments de la gauche chrétienne ne pouvaient pas s'intégrer dans la démocratie chrétienne qu'il propose, il serait possible en revanche que Georges Bidault fût le seul à pouvoir ramener à la démocratie chrétienne des gens dont il faut dire que les insuffisances du M. R. P., la carence de l'État sous la IV^e République, quelques déficiences graves sur le plan national, les ont éloignés

de la démocratie, et peut-être de la République. La personnalité de Georges Bidault, ses prises de position récentes pourraient contribuer à les faire entrer ou rentrer dans le giron démocrate chrétien.

Je rejoins donc la pensée d'Étienne Borne et comme lui je me méfie de l'absolument nouveau. Ce qui est essentiel, c'est de sauver la famille démocrate chrétienne dans le monde d'aujourd'hui.

HENRI THÉRY. — Vous voulez sauver la famille spirituelle sur le plan politique ? Je crois qu'il y a une famille spirituelle, mais y a-t-il une famille politique ? Et, de toute manière, peut-on en

Marc Scherer

Une action politique au jour le jour ne peut-elle traduire toute une perspective où se reconnaisse la famille spirituelle ?

parler encore depuis le 13 mai ? Avant le 13 mai, le M. R. P. aurait peut-être réussi à aménager la cohabitation des tendances à l'intérieur du Mouvement lui-même. J'y ai cru pendant un certain temps, à cette organisation des tendances...

MARC SCHERER. — ... qui ont toujours existé, mais clandestinement.

HENRI THÉRY. — Depuis le 13 mai, cela me paraît très difficile, soit au M. R. P., soit sous une autre étiquette. Louis Terrenoire demandait que l'on en revint aux données françaises. Ces données concrètes me paraissent simples en ce qui concerne les chrétiens. Vous constatez à l'heure actuelle un dynamisme certain dans trois secteurs : d'abord dans le syndicalisme, comme l'attestent les progrès actuels de la C. F. T. C. ; ensuite dans les milieux ruraux, notamment au niveau des jeunes ; enfin dans certaines zones des classes moyennes, chez des cadres, un peu tentés par la technocratie, assez enclins à une sorte de New Deal, et pour cela plus ou moins favorables à une expérience du style Mendès. Ces trois courants ne sont pas encore polarisés. Pensez-vous que la démocratie chrétienne, même présentée dans un autre contexte que celui voulu par Georges Bidault, puisse polariser ces trois

courants ? Personnellement, je ne pense pas... Pour que la force, la « troisième force », en somme, dont parlait Louis Terrenoire à l'instant, fût capable de quelque efficacité, ne faudrait-il pas qu'elle soit délestée des entraves suscitées par les tendances qui ne participent pas à ces courants, quitte à ce que ces tendances se regroupent elles-mêmes dans une autre formation ?

Plutôt qu'un rassemblement démocrate chrétien, ne faudrait-il pas alors chercher la solution dans deux rassemblements différents : d'une part un rassemblement de « modérés », d'autre part un rassemblement de style « travailliste », où les groupes d'inspiration chrétienne pourraient jouir d'une certaine autonomie ?

Étienne Borne

Ce que réinventeront ceux qui s'engageront bientôt, ne sera-t-il pas, en définitive, qu'ils le veulent ou non, la démocratie chrétienne ?

MARC SCHERER. — Je ne crois pas beaucoup à un rassemblement « travailliste » au niveau des électeurs, il supposerait d'abord un socialisme français moins embourgeoisé, moins fonctionnaire... et moins « deixonnant ». En revanche, je crois à la possibilité et à la nécessité, au sein des organismes politiques, entre élus chrétiens et élus socialistes, d'une collaboration étroite.

Mais je voudrais revenir sur ce que vous disiez de ces groupes de chrétiens qui font preuve d'un dynamisme admirable. Je suis persuadé que la « famille démocrate chrétienne » est beaucoup plus large que ne l'a donné à croire, à des observateurs rapides ou peu perspicaces, l'expérience proprement politique du M. R. P. Un nombre considérable de mouvements et d'organisations, qui procèdent du même esprit et parfois des mêmes fondateurs, ont en commun un patrimoine d'idées et de sentiments, de rêves ou d'ambitions qui constitue en effet un « dénominateur commun » et donne une substance à ce que j'appellerais notre « esprit de famille ».

HENRI THÉRY. — D'accord. Mais alors, au lieu de chercher à provoquer des regroupements entre des forces et des courants d'opinion qui sont à l'égard des options politiques, trop antinomiques,

ne faudrait-il pas organiser le dialogue à un autre niveau ? Nous souffrons trop, et tous, d'un manque de contacts, d'un manque de réflexion commune entre chrétiens qui ont des choix politiques différents et gagneraient pourtant à dialoguer sur les moyens d'incarner leur christianisme. Bref, pour retrouver la famille, c'est à un autre plan que celui de l'action politique proprement dite qu'il faut chercher...

MARC SCHERER. — ... tout en se défiant dans une juste mesure d'un certain angélisme. Car être d'accord sur des orientations générales, surtout évoquées en termes généraux, cela peut procurer des satisfactions intellectuelles, voire de grandes joies spirituelles, mais ce n'est pas encore s'être mis en état de mordre sur le temporel, de « mordre sur l'histoire » comme aimait à dire Mounier aux premières heures d'*Esprit*.

HENRI THÉRY. — Mille fois d'accord...

Entre les habitudes et les nouveaux devoirs.

MARC SCHERER. — L'action politique, qui n'est pas indépendante des exigences spirituelles et traduit assurément une vision du monde et de l'histoire, a tout de même ses règles propres, ses méthodes originales, disons le mot, ses servitudes inévitables. Or la méditation en commun de notre dénominateur commun ne débouche pas nécessairement sur une action en commun. Beaucoup pensent d'ailleurs que ce n'est pas tellement souhaitable. On pourrait en discuter longuement. Pour ma part, je dirais volontiers que chacun doit avoir à cœur de bien faire son métier là où il a choisi de s'insérer pour servir la communauté.

Toutefois, en certaines occasions, incidentes, mais importantes, et parfois capitales, il y a des actes concrets à poser, des décisions tactiques à délibérer et à appliquer, des objectifs précis à définir et à atteindre. Peuvent-ils être délibérés « en famille » ? Ce serait mieux, et cela éviterait peut-être beaucoup d'erreurs commises avec ingénuité pour le seul profit de ceux qui détestent la tradition démocrate chrétienne et l'action qu'elle inspire, quelles qu'en soient les formes. Est-il impossible que cette action au jour le jour traduise véritablement une perspective historique à long terme, les exigences d'un type de civilisation, où se reconnaissent tous les membres de la famille ? Je voudrais que ceux qui ont pris la responsabilité de donner une existence historique à l'idéal de la démocratie chrétienne de tradition française deviennent, en se rénovant, capables d'entraîner la masse des chrétiens de foi et des chrétiens de fait vers une action politique ouverte sur l'avenir, et d'animer efficacement les alliances plus larges rendues indispensables par l'ampleur des tâches communes.

ÉTIENNE BORNE. — Henri Théry posait tout à l'heure la question de savoir si les courants les plus vivants du monde d'aujourd'hui pourraient reconnaître leur vérité politique et humaine dans la démocratie chrétienne. N'est-ce pas poser la question à l'envers ? Ou bien tous ces courants suivront empiriquement leur propre pente selon leurs partialités ou les habitudes acquises et alors tout est perdu, ou bien ils s'ouvriront les uns aux autres pour une grande action commune. L'ébranlement du 13 mai a réveillé surtout en milieu chrétien nombre de bonnes volontés endormies dans le train-train professionnel, syndical, familial. Or vie, action, pensée sont inséparables. Puisque nous récusons les extrêmes, puisque libéralisme, radicalisme, socialisme sont de plus en plus des fois mortes, ceux qui veulent s'engager ne sont pas incapables en bâtissant une force rénovée, de réinventer, le voulant ou non, la démocratie chrétienne, qui alors sauvée du mythe et de la dégradation opportuniste pourrait être à la fois une mystique et une politique.

- L'exposition de Bruxelles et l'art abstrait.
- Berlioz, musicien officiel...
- "La soif du mal", un film d'Orson Welles.

Expositions

● BRUXELLES 58, TRIOMPHE OU DERNIER ÉCLAT DE L'ABSTRAIT

Un des Palais de l'Exposition de Bruxelles, présente, sous le titre de Cinquante ans d'Art Moderne, une rétrospective de la peinture et de la sculpture du dernier demi-siècle. Rétrospective admirable, où on a la surprise de voir les Picasso de l'époque rose, les Cézanne, les Matisse faire figure d'ancêtres à l'origine d'une extraordinaire quête de nouveauté. « Cinquante ans d'inquiétude et de recherche esthétique », aurait-on pu baptiser cet ensemble qui affirme la richesse intellectuelle et morale de notre temps.

L'Exposition de Bruxelles elle-même pose un problème esthétique de première importance. Le triomphe de

qui s'étaient épanouies de 1910 à 1920 ? Je ne préjugerai pas de la réponse, affirmant seulement que, dans l'histoire future de l'Art, l'Exposition de Bruxelles marquera une date.

En même temps que l'Abstrait triomphe dans les formes, dans les jardins s'affirme la suprématie de l'art japonais. La décoration florale est merveilleuse. Elle allie dans les vasques et les corbeilles, avec une réelle science, toutes les espèces. Les combinaisons sont séduisantes et inattendues. L'Exposition de Bruxelles marquera aussi une date dans la conception des jardins.

Pourquoi faut-il que dans une manifestation intellectuelle de grande qualité, la France soit aussi tragiquement absente ? Son pavillon est un monstre. Aussi grand qu'informe, il n'a aucun sens. L'Abstrait y devient simple échafaudage. Ce pavillon n'est guère qu'un immense chantier figé. C'est aussi laid

dent du terrain. C'est possible, mais, en telle matière, une explication n'est jamais tout à fait une excuse.

PIERRE SOLESME.

Disques

● BERLIOZ, MUSICIEN DU « SYSTÈME »...

En 1830, Louis-Philippe remplace Charles X; en 1830 également, Berlioz compose sa *Symphonie fantastique*. Dix ans plus tard, le compositeur, qui ne cesse de rêver à la consécration de Paris, tente d'obtenir la commande d'une œuvre pour commémorer le dixième anniversaire de la Révolution; après quelques formalités, M. de Rémusat, ministre de l'Intérieur, demande au musicien une *Symphonie Funèbre et triomphale* qui sera exécutée pendant la cérémonie de l'inhumation des corps des victimes de la Révolution et sur le long parcours du cortège entre Saint-Germain-l'Auxerrois et la Place de la Bastille. Le *Charivari* écrit « M. Emberlificoz fera exécuter sa défunte marche funèbre. Quelques charrettes mal grassées augmenteront le pittoresque de sa composition. » Le *Charivari* ne croyait pas si bien dire : la cérémonie fut marquée par un certain nombre d'incidents imprévisibles et on n'entendit pratiquement pas la moindre note de la partition malgré la quantité impressionnante de musiciens...

Cependant, quelques jours plus tard, l'œuvre était jouée à la Salle Vivienne; un auditeur de marque écrivait après le concert : « Je dois exprimer avec joie ma conviction que cette symphonie durera et exaltera les courages tant que durera une nation portant le nom de France ! » C'était Richard Wagner.

Depuis ce lointain concert, le public avait complètement oublié l'existence de cette grande fresque symphonique. C'était au disque qu'était réservé le rôle de la remettre au jour. Cette résurrection a été effectuée dans les meilleures conditions par la firme Erato qui nous propose l'enregistrement de cette symphonie exécutée par la Chorale populaire de Paris et la Musique des Gardiens de la Paix sous la direction de Désiré Dondeyne. L'audition de ce disque nous révèle une partition grandiose, peut-être grandiloquente, une œuvre de « plein air », aux accents nobles et éclatants. Malgré

Le pavillon de la C. E. C. A. à l'exposition de Bruxelles

Une architecture suspendue.

L'Abstrait s'y affirme. L'Abstrait inspire presque tous les pavillons, comme les monuments et les portes. Il règne sans partage. Toutes les formes dérivent de la figure conventionnelle de l'atome, en une symphonie d'angles aigus. Un tel triomphe signifie-t-il que nous entrons dans l'ère du non-figuratif ? Ou bien, au contraire, ce triomphe est-il une sorte de glas de l'Abstrait comme l'Exposition française dite des « Arts Décoratifs » a marqué la mort des formes

qu'une maquette de mécano. Cet échec frappe d'autant plus qu'alentour des pavillons plus modestes présentent de véritables réussites architecturales. Je citerai très particulièrement celui de la C.E.C.A., véritable merveille d'une architecture suspendue, où on voit à quel point l'emploi judicieux du béton et du verre peut renouveler les formes et permet d'atteindre d'emblée au classique. L'échec du Pavillon de France est, paraît-il, dû à une question d'acci-

ses faiblesses, c'est une musique qui touche et qui exalte et qui, finalement, répond parfaitement à sa destination.

Les 180 musiciens et choristes et leur chef, interprètes de la partition, ne méritent que nos éloges. Ils sont servis par une technique d'enregistrement proprement sensationnelle; rarement haute-fidélité fut aussi saisissante; ne serait-ce qu'à ce seul titre, le nouveau disque Erato doit être connu des disco-philes.

Puisque Berlioz est ici honoré par une œuvre qui est, reconnaissons-le, mineure, voilà une excellente occasion pour rappeler les mérites du récent enregistrement de *l'Enfance du Christ* (RCA 630.447/8) admirablement réalisé par l'Orchestre symphonique de Boston sous la baguette de Charles Munch, et avec des solistes de très grande classe. C'est actuellement la meilleure version discographique disponible en France du chef-d'œuvre de Berlioz.

CLAUDE SAMUEL.

● NOTRE SÉLECTION :

MILHAUD : Les Choéphores (J. Gilton). D.G. 18385.
POULENC : Concerto pour orgue (Power Biggs).
Phi. 01342.
MENDELSSOHN : Récital Sebök. Erato EFM 42046.
DEBUSSY : Images pour orchestre (Argenta) Decca
LXT 5348.
DE FALLA : L'amour sorcier (Silvestri). Qualiton
HLP/131.
PURCELL : The Indian Queen. Club français disque 96.
Jazz Lab. Phi. P 07283 L.
L'immortel Charlie Parker. Duc. 300 SV 059.
Mon ami Aznavour (Jean Leccia) Duc. 300 V 069.

Cinéma

● « LA SOIF DU MAL », D'ORSON WELLES

Dans la plupart des films d'Orson Welles, un thème revient : celui de l'homme supérieur à ses semblables, mais portant en lui sa propre condamnation. Dès sa première œuvre, Orson Welles nous dépeignait un « citoyen Kane » écrasant de son autorité et de son intelligence tous ceux qui l'approchaient.

Cependant la contrepartie négative de cette supériorité aboutit à une philosophie de l'échec : l'homme doué, supérieur, possède également et obligatoirement des défauts, des tares qui mènent son action au néant.

La Soif du Mal développe ce schéma en le doublant d'une théorie « policière » du bien et du mal. L'enquêteur, incarné par Orson Welles — le « capitaine » Quilam — a l'intuition — une intuition

infaillible — de la vérité. A partir de cette supériorité, il fabrique de toutes pièces les preuves destinées à confondre les coupables. Un mal moins grand pour abattre le mal absolu et consommé qu'est le criminel : est-ce tolérable ?

La bonne volonté du second policier, homme moyen, mais dont les raisonnements logiques mènent à innocenter le coupable : est-ce préférable ?

Orson Welles a le bon goût de nous fournir lui-même la réponse que nous ferions. L'homme « assoiffé de mal » pour une cause qu'il sait juste, c'est la négation de l'homme.

Quilam, dans *La Soif du Mal*, est un mort en puissance dès la première image du film. Adipeux, soufflant, une jambe malade — baromètre de son intuition —

trainant sa gigantesque stature dans un monde où rien n'est à sa démesure, il ne saurait connaître que la fin d'Harry Lime du *Troisième homme* : détruit par ceux qui ne pouvaient s'empêcher d'admirer sa « grandiose » turpitude.

Le film étant construit à partir d'un scénario imposé à l'auteur, le découpage n'étant pas d'Orson Welles, certaines scènes ayant été ajoutées, l'ensemble n'est pas d'une cohérence parfaite. Qu'importe ! si Orson Welles a tourné son film pour honorer de voraces créanciers, il n'en a pas moins fait passer dans cette œuvre étonnante un souffle extraordinaire. La direction des acteurs, sa propre interprétation et les procédés techniques de tournage sont admirables.

FRANÇOIS GARCIA.

Orson Welles dans « La Soif du Mal » Une grandiose turpitude.

● "Algérie, l'oiseau aux ailes coupées"

● "Le problème du mal"

Georges Bidault

Des exercices de style...

**ALGÉRIE,
L'OISEAU AUX AILES COUPÉES**
par G. Bidault

Il ne faut jamais se fier aux apparences, et pas toujours à un titre (1), même volontairement énigmatique pour être plus « accrocheur ». Il est naturellement beaucoup question, dans ce livre, de l'Algérie et des anciens protectorats. On y réclame avec véhémence une politique qui ne soit pas suspecte de participer à l'esprit d'« abandon ». On pourrait aussi bien dire que ce livre est une sévère remontrance aux alliés. De vifs et lucides développements y sont en effet consacrés aux incartades incohérentes de la politique américaine et d'autres, également roides (sauf quand il s'agit de commenter l'épisode de l'expédition de Suez) à la cynique diplomatie des Anglais dans la même région. Mais tout cela n'est que prétexte. Ce à quoi Georges Bidault veut intéresser son lecteur — et je le dis naturellement sans ironie comme sans méchanceté — c'est la vocation et le rôle de Georges Bidault dans l'histoire en train de se faire. De n'importe qui d'autre, une telle prétention serait outrecuidance. De la part d'un homme politique qui, depuis trente ans, s'est rarement trompé, soit dans le jugement soit sur la tactique, cette confiance en soi a droit au respect, même si, dans l'occasion présente, elle ressemble à de la témérité : une assurance rigide sur des thèses abruptes et simplifiées, donc vulnérables, ne va pas sans un risque,

celui du culte (ou la culture) de l'illusion.

Je ne veux pas dire que, soucieux de faire deviner ou pressentir le personnage qu'il sera ou veut être dans l'histoire, Georges Bidault ait écrit ses commentaires sur la question algérienne, ou sur les irritantes manifestations d'infantilisme politique des anciens Protectorats, saccageant leur jeune indépendance, ou sur le sens et l'avenir de l'alliance atlantique, sans leur attacher une très grande importance. Ces thèmes ne sont que des prétextes, mais les situations décrites sont des symboles qu'il faut savoir interpréter et comprendre. Georges Bidault les interprète et les comprend à sa manière, qui est originale, et qu'il a choisie dans un isolement volontaire. Il a, en effet, résolu — bien que Péguy ait observé qu'on ne pouvait pas donner sa démission d'ancien élève de l'École Polytechnique — d'oublier qu'il était et reste le président-fondateur du M. R. P. et qu'il est de règle, dans le parti qu'il a fondé, de définir en équipe, sinon toujours en congrès, les options politiques fondamentales. De cet isolement, il n'est même pas sûr que Georges Bidault sorte, en ayant créé, à l'improviste, la Démocratie Chrétienne de France, qui n'est pas le M. R. P.

A l'improviste ? On se prend à en douter quand on lit d'affilée ces chroniques de *Carrefour*, toutes écrites, sauf erreur, avant les événements du 13 mai et étrangement prémonitoires. Ne s'agit-il pas au contraire d'un dessein longuement mûri dans le silence et la solitude ? Ces réflexions sur l'actualité ne sont-elles pas des exercices de style

préparant une nouvelle définition de la politique française et des structures mêmes de la République ? Profession de foi, acte de candidature à la direction des affaires de la nation, il y a tout cela dans ce petit livre écrit avec passion, une passion dont il n'est pas permis de dire qu'elle n'est pas noble.

Ce qui ne fera question pour personne, c'est la lucidité des analyses concernant l'attitude des alliés « atlantiques » à l'égard de la politique française ou mieux dit, de la vocation de la France dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. On se plaît à médire de la politique étrangère de la France depuis douze ans. On ferait mieux d'en souligner les traits de sagesse. Sans même rappeler que ce n'est pas rien d'avoir ouvert et mis en route le chantier de l'Europe, il n'est que juste de redire de quelle clairvoyance la France a fait preuve dans l'appréciation des événements du Moyen-Orient. La diplomatie française, pour s'en tenir à ce seul exemple, n'a cessé de mettre en garde nos « alliés » sur les périls qu'allait faire courir au monde libre le pacte de Bagdad : ce qui s'est passé au Liban, puis en Irak, ne montre que trop bien à quel point la France avait raison et combien il eût été préférable de l'écouter mieux. Le « magma phraséologique » qui a pris nom de « doctrine Eisenhower » n'a pas suppléé à l'absence de la France et de son expérience quasi millénaire dans les Échelles du Levant. Si la situation a pu être mise par M. Forster Dulles en « cet état incroyable de désordre, engendré par le mélange d'incompétence et de présomption qui est familier à la richesse », ce n'aura pas été faute d'avertissements.

Georges Bidault trouvera moins d'admirateurs pour les pages qui traitent des affaires marocaines ou tunisiennes. Il est bon, sans doute, que certaines vérités soient dites, surtout quand il est bien porté de donner toujours raison à ceux qui n'aiment pas la France : il est inadmissible que nous ayons laissé traiter comme ils le furent les Marocains et les Tunisiens qui nous ont aidés à rendre la Tunisie et le Maroc aptes à l'indépendance ; il est insupportable qu'au nom d'une habileté politique dont on n'a pas encore vu les résultats heureux, nous ayons aggravé nous-mêmes le drame algérien. Mais ce n'est pas tout que de fustiger les hommes d'État français qui ont pratiqué la « politique du chien crevé au fil de l'eau ». On

(1) *Algérie, l'oiseau aux ailes coupées*, 1 vol. 232 p. (Paris, La Table Ronde, 1958).

coupées", par Georges Bidault.

par Étienne Borne.

doute qu'un certain juridisme, s'indignant que des situations nouvelles aient pu se créer par la voie du fait accompli sans que le Parlement ait délibéré de l'abrogation des traités de protectorat, aurait suffi ou suffirait encore à résoudre des problèmes posés depuis longtemps, toujours éludés, abordés seulement quand ils ne comportaient plus de solution, sinon catastrophique.

On en dirait autant de l'affaire algérienne, sur quoi Georges Bidault a pris une position personnelle qui susciterait moins de réserves et d'inquiétudes, si elle avait rencontré moins de faveur chez des hommes très éloignés de l'idéal politique de la démocratie chrétienne, au surplus connus pour leur infaillibilité dans l'erreur. Il est au moins suspect de voir avec quels gens, désormais, le président-fondateur du M.R.P., doit consentir à faire compagnie. « Ce sont ceux qui ne nous aiment pas et qui nous ont combattus » : cette définition que donne Georges Bidault des « interlocuteurs valables », puisse-t-elle ne pas s'appliquer trop longtemps aux nouveaux interlocuteurs préférés de l'auteur d'*Algérie, l'oiseau aux ailes coupées*!

MARC SCHERER.

LE PROBLÈME DU MAL par Étienne Borne

DANS un petit ouvrage d'initiation philosophique, Étienne Borne aborde le « problème du mal » comme le point de départ, et aussi l'aboutissement de la réflexion philosophique et religieuse (1).

L'expérience du mal est originaire. La distinction classique entre le mal physique (la douleur) et le mal moral (la faute) ne doit pas être retenue comme fondamentale. « Toute douleur est morale » et toute expérience du mal est une expérience métaphysique. « Avoir du remords, c'est tout simplement penser au mal comme à une réalité » (p. 20).

Il faut admettre, comme les philosophes existentialistes contemporains, que l'angoisse est une expérience riche d'enseignements, car l'angoisse est la prise de conscience du mal.

Tout l'effort de la pensée philosophique et religieuse cherche à surmonter ou à neutraliser le mal. Les mythes des fables et des religions primitives tentent

de conjurer l'angoisse devant le mal par l'ivresse de la beauté.

Lorsque la pensée grecque sentit la fragilité de ce remède, elle forgea l'idée de destin et s'orienta vers la sagesse.

La sagesse est un effort pour rendre le mal inoffensif en lui assignant un rôle dans l'économie de l'univers. Des vieux philosophes grecs, Parménide et Héraclite, jusqu'à nos modernes marxistes, le projet reste le même : se persuader que la faute d'Adam peut être considérée comme l'élément d'un plus grand bien, que les souffrances des justes contribuent aux dessins d'une Providence bienveillante, que les crimes et les malheurs d'aujourd'hui ne sont rien en considération des lendemains qui chantent. Aussi, comme système, le marxisme ne peut-il être un athéisme. Il propose une religion, ou plutôt une sagesse, douée des mêmes vertus dormitives que celles qu'il combat. Car, en définitive, la sagesse, avec son Dieu transcendant, immanent ou implicite, est bien une illusion. Moins ouvertement, mais plus profondément que le mythe, c'est encore à l'ivresse esthétique qu'elle a recours pour annuler le mal. Ici Étienne Borne a vu admirablement que les schèmes fondamentaux de la sagesse rationaliste (totalité, nécessité) sont en réalité des catégories esthétiques, même lorsqu'ils sont utilisés sans aucune référence à l'art, comme par exemple chez Spinoza. Le Platon du *Phèdre* et le Kant de la *Critique du Jugement* sont plus conscients des fondements esthétiques du rationalisme.

Mais l'illusion doit être dissipée : la beauté est un irréel, la sagesse, une

Affronter le mal.

Étienne Borne

quintessence de mythe, le Dieu des philosophies et le Dieu implicite du marxisme n'existent pas. Toutes les preuves habituelles de l'existence de Dieu cèdent à un mouvement « rétrograde » : elles commencent par nier la réalité du mal, qui est justement le point de départ. Aussi la sagesse doit-elle être dépassée dans un « athéisme purificateur », celui-là même de Lucrèce, qui rejette les certitudes rassurantes du panthéisme romantique, et de Sartre, en lutte contre l'idéalisme universitaire. Le peuple vraiment philosophe est le peuple juif, iconoclaste de la beauté et, d'un même mouvement, iconoclaste de la sagesse. Hegel avait raison de dire que les Juifs ne pouvaient comprendre la beauté. C'était reconnaître que le génie juif, depuis le prophétisme, ne cesse de rappeler le monde à la dure réalité du mal, de refuser les systèmes où tout s'ordonne et les politiques du paradis sur terre. Aussi les tyrans et les systèmes totalitaires sont-ils antisémites et ennemis de la philosophie. La démocratie, au contraire : « solution sans solution, et exigence maintenue, permet l'unique visée juste » (p. 115), elle est philosophique, en accord avec « l'athéisme purificateur » et avec le christianisme.

Est-ce à dire qu'il n'y ait, pour Étienne Borne, aucun dépassement possible de l'athéisme, aucune solution au problème du mal ?

Au fond, il n'y en a pas d'autre que la question elle-même. La voie que propose l'auteur, et qui est celle de Kierkegaard ou de Pascal, conduit bien à un Dieu qui, dans le système de la Passion, donne un sens au mal. Mais le

(1) Collection "Initiation philosophique", Presses Universitaires de France, 1958, 119 pages.

vrai christianisme ne peut être retour à la sagesse. « L'authentique croyance en Dieu est un athéisme assumé et nié », écrit Étienne Borne (p. 103); mais il s'empresse d'ajouter que cette assumption n'a rien d'un dépassement hégélien. Il faut que la sensibilité au mal, restaurée par l'athéisme purificateur, demeure toujours vive; il faut que le panthéisme soit définitivement détruit pour que puisse s'instaurer la foi dans le vrai Dieu. Cette foi n'est pourtant ni fidéisme, ni option gratuite. Elle est pari pascalien, mais aussi, dans une certaine mesure, exigence rationnelle, quoique libre. Elle est philosophique, car la philosophie consiste justement à dépasser la sagesse, mais si les sagesse sont détruites, l'Idée de sagesse subsiste comme exigence; l'athéisme se réfère contradictoirement à « la puissance critique de l'idée de Dieu ». Ainsi est-on conduit à la seule « preuve » de Dieu

qui ne soit pas rétrograde, la seule qui soit invulnérable à l'athéisme, la preuve ontologique qui suppose la présence à toute conscience de l'Idée de Dieu. En dépit des apparences, l'auteur fait crédit à Descartes et à Bergson d'une attitude que l'on serait tenté de réserver à Pascal : la méditation cartésienne irait essentiellement du malin génie, expérience du mal radical, à l'argument ontologique, vrai chemin vers Dieu. Quant au philosophe rassurant de l'*Évolution Créatrice*, il n'a pu s'empêcher, dans les *Deux Sources*, d'évoquer, au seuil du problème de Dieu, un génie du mal qui transformerait toute sa perspective philosophique.

L'affrontement du mal est donc, en définitive, le secret de la pensée et de l'action, vraie philosophie parce que refus de la sagesse, vraie religion parce que refus des mythes.

YVON BRÈS.

POUR UNE DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE

LA démocratie économique est devenue un thème de réflexion et de recherche pour des milieux très divers, puisqu'il y a deux ans les Jeunes Patrons la prenaient comme principal sujet d'étude de leur Congrès, suivis, l'an dernier, par le M. R. P.; et qu'aujourd'hui le Centre « Économie et Humanisme » manifeste à son tour son intérêt pour cette question en lui consacrant un numéro spécial de sa revue ⁽¹⁾ et deux sessions particulières au cours de l'été. A quoi il faudrait ajouter, pour être complet, de très nombreux travaux poursuivis au sein des syndicats tant ruraux qu'ouvriers, et des mouvements de jeunesse. Peut-on aller jusqu'à espérer que ces recherches, aujourd'hui parallèles, deviennent convergentes? Et qu'elles donnent naissance à une doctrine capable de rassembler tous les hommes de bonne volonté qui, présentement, quelle que soit leur place dans la hiérarchie des fonctions économiques, entendent œuvrer à l'avènement d'une économie libératrice?

Certaines rencontres, un intérêt réciproque, laissent penser qu'à travers le cheminement empirique de ces démarches, il n'est pas impossible qu'un dénominateur commun finisse par se dégager. Ne serait-ce pas alors la base la plus solide pour un authentique travaillisme, vainement cherché, jusqu'à présent sous la forme d'une combinaison de tendances politiques? Ce ne sont pas ces perspectives qui ont retenu l'attention des auteurs du Cahier d'Économie

et Humanisme (ainsi on n'y trouve pas une seule allusion aux problèmes ruraux). Leur tendance générale est plutôt de partir d'une conception doctrinale de la démocratie économique, essence pure d'où ils déduisent la critique des systèmes existants de l'architecture du nouveau régime à promouvoir. Les articles de J.-M. Albertini et de P. Viau sont ceux qui révèlent le plus clairement les axes de pensée de l'équipe qui a mené l'étude.

Point de rencontre d'une *économie des besoins*, qui pour eux suppose une planification englobant tout le domaine économique et exclut entièrement le maintien du profit capitaliste comme ressort et d'une *économie des responsabilités*, qui suppose la participation au pouvoir du maximum d'individus, la démocratie économique telle qu'ils la conçoivent bute aussitôt, reconnaissent-ils, sur une contradiction.

En effet, comment concilier la nécessité d'instituer un pouvoir total de décision et la possibilité de diffuser les responsabilités entre le plus grand nombre possible d'hommes?

En supprimant, répondent-ils, l'appropriation de ce pouvoir de décision, nécessairement intégral par quelques-uns, comme dans les régimes capitalistes et collectivistes; et en réalisant au contraire une socialisation authentique des moyens du pouvoir. Ainsi, les individus demeureront-ils tout aussi interdépendants, mais, participant au pouvoir, ils ne subiront plus cette interdépendance, ils la voudront.

N'y a-t-il pas là, néanmoins, une

confusion? Un pouvoir totalitaire, même fondé sur le consentement populaire, même déconcentré, même paternaliste, reste un pouvoir totalitaire, s'il prive l'homme de l'usage de libertés individuelles légitimes. On ne peut se défendre parfois de l'impression que certains signataires du cahier absoudraient volontiers un pouvoir autoritaire, si celui-ci poursuivait la finalité sociale qu'ils préconisent. Or le social pur n'existe pas. Même une politique sociale est d'abord une *politique*, supposant certains choix, en fonction d'une certaine conception générale. Et surtout, l'homme a d'autres dimensions que sociales!

C'est cette orientation que est cause sans doute de la déception que provoquent les passages consacrés dans le Cahier aux rapports de la démocratie économique et de la politique. Ne révèlent-ils pas précisément une méconnaissance de la nature profonde des rapports du politique et du social? Ne paraissent-ils pas parfois vouloir subordonner le politique à l'économique, c'est-à-dire glisser vers le corporatisme ou la technocratie, qui ne sont pas des doctrines démocratiques?

D'ailleurs, après certaines prises de position abruptes, viennent dans les mêmes articles des considérations plus nuancées. Après l'affirmation de la nécessité, pour instaurer une économie cohérente des besoins, non pas seulement de contrôler, mais de « casser le ressort du profit » (P. Viau), c'est-à-dire, logiquement, de rejeter totalement le jeu du marché, après la constatation de l'illusion de vouloir conserver « un espace de liberté » (J.-M. Albertini), on lit qu'une planification démocratique ne doit pas ignorer « la dimension individuelle du sujet économique », sa spontanéité (sans toutefois réintroduire dans l'élaboration des plans une « comportement hédonistique »), et qu'elle doit permettre un dialogue entre le planificateur et le consommateur, qui est non un être abstrait, mais un homme sociologiquement enraciné. (J. M. Albertini). Ainsi, cet auteur doit-il reconnaître qu'à cette fin, dans des conditions particulières, il est vrai, les Yougoslaves réhabilitent le rôle du marché. Et lorsqu'il manifeste un intérêt marqué pour la réforme actuelle de l'organisation administrative de la planification soviétique par une « déconcentration... et une décentralisation territoriale et même fonctionnelle, jointe à une réforme des stimulants et à une restauration du calcul monétaire », ne voit-il pas qu'une telle réforme réintroduit précisément un nouvel « espace de liberté » et réintroduit un ersatz de profit?

De même G. Turin, dans son étude sur la démocratisation de l'entreprise, note

(1) « Pour une démocratie économique », numéro de mi-juin de la revue « Économie et Humanisme ».

« que les difficultés rencontrées par les Conseils ouvriers », en Yougoslavie et en Pologne, proviennent sans doute autant de la limite de l'autonomie des entreprises que du manque de formation des responsables ouvriers ou du totalitarisme du parti. « N'est-ce pas reconnaître implicitement que refuser la planification souple pour n'admettre que la planification totale, c'est décréter précisément qu'il n'y aura plus aucun niveau intermédiaire où s'effectuent des calculs économiques, où se prennent des décisions spontanées, et où par conséquent puissent être redistribuées des responsabilités, tout relevant, en définitive, de l'intégralité du pouvoir de décision situé au sommet ? Une telle

bureaucratie ne serait-elle pas aussi éloignée de la démocratie économique que le capitalisme des monopoles ?

Nous nous sommes attardés sur ces critiques parce qu'il nous a semblé regrettable qu'une étude, par ailleurs pleine de vues justes et d'aperçus intéressants (nous avons apprécié en particulier les articles de R. Caillot et Th. Suavet) « se bloque » elle-même en raison d'un certain nombre de « pré-supposés doctrinaux trop systématiques, et, ce qui est plus grave, risque de conduire vers une impasse ceux qui explorent actuellement une idée, sans doute appelée à devenir l'une des plus fécondes de l'époque.

J. FONTANET.

DE GAULLE EN QUESTION

LES événements que la France a vécus depuis le 13 mai n'ont pas fini de susciter les commentaires et d'alimenter les analyses des revues politiques et littéraires. L'absence de recul historique explique le caractère souvent passionné des jugements des chroniqueurs qui, préoccupés par une situation encore ambiguë, laissent percer dans leurs articles inquiétude ou espoir, animosité ou sympathie. Il est d'ailleurs compréhensible que l'objectivité ne puisse pas être atteinte lorsque sont en cause les circonstances dramatiques et les initiatives exceptionnelles qui ont failli briser l'unité française et saper la démocratie.

A l'extrême gauche et à gauche, le ton est généralement hostile et défiant vis-à-vis du nouveau gouvernement. Les appréciations émises sont le plus souvent commandées par une certaine image, complaisamment entretenue, d'un général de Gaulle nourrissant les projets les plus suspects et les intentions les plus machiavéliques.

Pour *Les Temps Modernes*, aucune équivoque n'est possible et l'éditorial porte une condamnation sans appel : « Aujourd'hui, 30 mai 1958, de Gaulle est au seuil du pouvoir et sa morgue ne dissimule même plus son ambition : il se fait patelin et sentimental, il est entre la clarté et l'équivoque. La question reste de savoir si la gauche, en s'abandonnant elle-même, va lui permettre de se présenter sous le déguisement du « rassembleur » et du sauveur, ou bien si elle va l'obliger, en maintenant son refus jusqu'au bout, à apparaître enfin pour ce qu'il est vraiment : un général de pronunciamiento qui, en dépit de ses aspirations à la « grandeur », réduit la France au rang d'une dictature sud-américaine du siècle dernier, l'homme des automobilistes de l'Étoile

contre les piétons de la République. »

Les Lettres Nouvelles font écho aux *Temps Modernes* dans un bref manifeste qui prend l'allure d'un véritable tract de propagande : « Nous ne pouvons croire, en dépit des assurances qu'il veut bien nous donner, que le général de Gaulle sauvegarde ces libertés démocratiques qui constituent pour nous la condition nécessaire à une libre recherche, à une expression littéraire et artistique sans entraves, à la manifestation d'une vérité sensible qui soit celle de l'homme même. Nous savons, par les exemples de maints pays et par ceux de notre histoire en ses plus sombres périodes, que tout régime de pouvoir personnel dégénère en césarisme, en bonapartisme ou en fascisme. »

J.-M. Hermann se demande dans *Les Cahiers Internationaux* si le futur régime ne sera pas tenté de se situer, plutôt que dans le fascisme, « dans cette tradition autoritaire, catholique, sociale et nationaliste qui a de profondes racines dans la droite française et dans le milieu même dont de Gaulle est issu. »

Sous le titre « De Gaulle et le fascisme », Roger Garaudy (*Les Cahiers du Communisme*) lance contre l'homme du 18 juin des accusations dont la violence et le sectarisme défient la vraisemblance : « De Gaulle n'a cessé de détester la République qu'il appelle aujourd'hui le système ; monarchiste de conviction, il n'a jamais eu pour le peuple que du mépris... En réalité, De Gaulle qui s'affirme décidé à passer par-dessus la République, sa Constitution et ses lois, rassemble autour de lui en développant et en aggravant leur politique, tout ce qu'il y a de réactionnaire en Algérie et en France... Le gaullisme, comme autrefois le fascisme de Mussolini et d'Hitler, tend à maintenir et à renforcer toutes les prérogatives du Capital et à désarmer la classe ouvrière.

De Gaulle développe aussi une démagogie nationale caractéristique de toutes les formes du fascisme... La philosophie qui sous-tend toutes les conceptions politiques de De Gaulle est également celle du fascisme avec une apologie de l'instinct, qui rappelle étrangement celle des hitlériens. Sur cette philosophie de l'instinct et de la puissance repose la conception de l'homme providentiel, l'idée d'un sauveur suprême que les masses auraient pour seul devoir de suivre aveuglément ! »

La petite équipe d'écrivains et de journalistes marxisants qui animent la revue *Arguments* a consacré un numéro spécial à la crise française. Edgar Morin dénonce le raisonnement qui consiste à réduire les données de de Gaulle au caractère et au génie du général, « homme d'honneur qui ne peut en rien se comparer à un dictateur vulgaire ». A la suite de quoi Edgar Morin présente une brillante sociologie de de Gaulle en ces termes : « De Gaulle est un officier de formation monarchique et réactionnaire. Il est un représentant typique de la caste militaire. Mais sa carrière n'est pas indissolublement liée à l'histoire et aux valeurs de cette caste, à la différence d'un Pétain ou d'un Juin. Avant 1939, l'intelligence militaire de de Gaulle l'isole, mais certes au sein de sa caste ».

A partir de juin 1940, au moment où l'armée, en tant que caste, prend le pouvoir en France, de Gaulle s'oppose à ce pouvoir pendant quatre années. Il est un de ces rares officiers qui perçoivent une contradiction entre la valeur suprême de l'armée — l'honneur — et l'ambition suprême de l'armée — le pouvoir. Dès lors, il s'appuiera de plus en plus sur les forces sociales de la résistance métropolitaine, c'est-à-dire un mouvement démocratique de gauche. Il devient nécessairement l'homme de la IV^e République.

Après que se fut brisée la coalition de la résistance et que sur l'aile droite de la résistance aient conflué les forces sociales qui avaient appuyé ou accepté le régime de Vichy, de Gaulle devient l'homme d'un ordre autoritaire et moral parce qu'il veut détruire le système des partis (inséparable de toute démocratie). L'homme de Gaulle n'a peut-être pas changé. Le politique de Gaulle a adopté l'idéologie du P.S.F.

Aujourd'hui, que se passe-t-il ?

De Gaulle est poussé au pouvoir par les résidus réactionnaires du R.P.F., les colons d'Algérie et l'armée française. Autour de cette triade convergente viennent s'agglomérer les forces réactionnaires du pays.

Dans un sens, de Gaulle est l'homme d'une dictature réactionnaire. Mais il faut tenir compte de certains autres éléments d'analyse.

Aujourd'hui se développe un gaullisme parlementaire, un gaullisme républicain, un gaullisme d'élites au pouvoir, un gaullisme de la paix en Algérie, un gaullisme du Commonwealth.

Ainsi, dans le sillage de de Gaulle viennent converger des forces contradictoires, et ces contradictions réelles vont se trouver en résonance avec les contradictions de l'homme de Gaulle lui-même.

C'est, par contre, un portrait psychologique de Charles de Gaulle qu'André Philip dessine, non sans talent, dans les *Cahiers de la République* : « La France a à sa tête, un homme exceptionnel, et par son intelligence et par sa valeur morale, un homme dont l'entêtement a permis de sauver l'honneur en 1940 et de maintenir l'indépendance française, vis-à-vis de nos alliés anglais et américains, au moment où nous n'avions rien et étions totalement placés sous leur dépendance. Cet homme est exactement le contraire d'un homme politique normal. Au lieu de s'adapter à la réalité et de se laisser porter par elle, il a l'habitude de la mesurer, de lui opposer sa volonté et de la faire reculer. Jusqu'ici, le réel a toujours cédé devant la volonté de de Gaulle. Cette volonté est l'expression d'un véritable dévouement à la chose publique : il n'y a chez lui, aucune ambition, ni vanité, mais simplement un orgueil incomparable. Il est persuadé que le destin l'a désigné pour sauver la déesse Nation, qui représente pour lui la seule valeur réelle. A ce culte, il est entièrement consacré et fera avec courage tout ce qu'il estimera nécessaire pour réaliser, une fois de plus, ce qu'il considère comme le salut public.

Le malheur est que cette grande personnalité, cet écrivain incomparable, au style précis et nerveux, est un grand classique du XVII^e siècle transporté dans notre temps. Peu lui importent les régimes politiques, pourvu qu'ils servent à la grandeur de la Nation, et il n'a aucune connaissance et n'éprouve aucun intérêt pour les questions économiques et sociales, dont dépendent cependant toutes les réalisations politiques. »

Face à cet homme qui sort de la mesure commune et à son gouvernement, André Philip souhaite que s'organise une opposition constructive constituée

par la fusion de la gauche non communiste, d'où pourrait naître le parti républicain et socialiste de la gauche unifiée.

Jules Moch formule une opinion différente. Après avoir expliqué pourquoi sa conscience lui a imposé un vote favorable à l'investiture du général de Gaulle, l'ancien ministre de l'Intérieur affirme, dans *La Nef*, que l'éventualité raisonnablement la plus probable est celle d'un de Gaulle réformant le régime et non pas détruisant la République : « Le chef de gouvernement du 1^{er} juin 1958 n'est plus celui du 18 juin 1940, moins encore l'animateur du R.P.F. de 1948. Douze années de méditation dans la solitude l'ont mûri et, si l'on peut ainsi s'exprimer, humanisé; elles semblent l'avoir rendu plus accessible aux arguments opposés à ses réactions naturelles. »

Les collaborateurs de *Tribune Marxiste* ont intitulé leur troisième numéro : « le Deux Décembre du général de Gaulle ». Yvan Craipeau disserte sur le thème « Le bonapartisme au pouvoir » : « le bonapartisme de de Gaulle n'a rien à voir avec le régime conquérant de Bonaparte. Nous assistons maintenant au crépuscule du capitalisme. Les bonapartismes sont du type sénile et justement incarnés dans la personne de vieillards. De Gaulle rappelle Pétain, dont il reprend les idées et les formules. »

Quant à Claude Bourdet, il voit en de Gaulle un être vivant dans un système idéologique féodal.

Si optimiste que l'on veuille être, il paraît difficile de contester que le proche avenir soit chargé d'incertitudes et de périls. On ne peut pas ne pas se poser des questions. Dans un article de la *Revue de l'Action Populaire*, Marcel Merle se demande si le vide créé par l'effondrement du régime ne risque pas de laisser le champ libre à des forces explosives : « La providence républicaine, écrit-il, a rarement été mieux inspirée dans le choix de l'homme qui accepte le lourd héritage de ses prédécesseurs et prête à la République défaillante le concours de son prestige pour rétablir l'unité nationale et restaurer l'autorité de l'État. Ceux qui dénoncent en la personne du général de Gaulle un nouvel Hitler ont bien mauvaise mémoire et font preuve d'une faible perspicacité. Mais ceux qui attendent des miracles en série risquent fort d'être vite déçus. La magie du sorcier a ses limites. »

A l'extrême droite, *Écrits de Paris* adresse ses encouragements au Président du Conseil, non sans faire de sérieuses réserves sur ses « erreurs passées qui font redouter l'avenir. »

Michel Dacier semble attendre du général de Gaulle qu'il supprime les partis politiques. Tout donne à croire actuellement que cette attente sera

déçue et qu'ainsi Michel Dacier devra mettre au passif du général « une erreur » nouvelle.

Déjà, du côté de *Jeune Nation*, on ne cache ni sa déception ni sa colère devant un « nouveau système issu du respect ridicule d'une procédure désuète d'un régime périmé. »

Je ne crois pas trahir la pensée de l'équipe de *France-Forum* en avançant que pour elle l'option fondamentale n'est pas : « pour ou contre de Gaulle ». Ceux qui proposent cette alternative simpliste (qui est aussi un faux dilemme) contribuent, consciemment ou non, à exaspérer les méfiances, à créer un climat plébiscitaire et à durcir artificiellement les positions et les oppositions; ils comblent les vœux des partisans du Front Populaire et des artisans des complots séditionnels. Le vrai problème, c'est de savoir si on veut aider le gouvernement de Gaulle qui est celui de la République à sauvegarder les chances d'avenir de la démocratie française et si on est résolu à participer à une action ferme et vigilante pour déjouer les entreprises fascistes. Les hommes et les partis qui ont estimé, devant l'imminence d'un coup d'État en métropole, que l'investiture du général de Gaulle était la seule solution permettant de maintenir l'ordre républicain, d'éviter la guerre civile, d'empêcher la chute dans le chaos, ont fait un pari. A moins d'éprouver un goût morbide pour la politique du pire, il faut non seulement souhaiter que ce pari ne soit pas perdu, mais lutter pour qu'il soit gagné.

Si la liberté et la légalité ont pu jusqu'ici être préservées, il serait tragiquement imprudent de conclure qu'elles sont désormais à l'abri de toute menace.

« Ce n'est jamais de Gaulle qui fera un fascisme français, plutôt nous en défend-il », note P.-H. Simon dans son livre passionné *La France a la fièvre*. Mais à laisser de Gaulle seul aux prises avec les factions, à ne pas faire entendre auprès de lui la voix des partis démocratiques, on conçoit mal les avantages que la République en eût tirés, tandis qu'on aperçoit bien les dangers que cet abstentionnisme eût comportés.

HENRI BOURBON.

DESSINS ET PHOTOS

COUVERTURE : U. F. P. — COULOIRS ET COULISSES : Éditions Plon. — LES TRAVAUX ET LES JOURS : Jean-Philippe Charbonnier, Keystone, A. G. I. P., Sonofilm, Sninners. — QUESTIONS D'AUJOURD'HUI : Nicolas Tikhomiroff, Rapho, Georges Rodger, Magnum. — ÉTUDE : Elliot Erwitt-Magnum, Atlantic Press, United Press, Jean-Philippe Charbonnier, Caio Mario Garrubba. — AU FORUM : reportage Michel Desjardins. — NOTES DE LECTURE : United Press, Michel Desjardins.

Tous les ouvrages analysés ou non dans cette revue, ainsi que tous les disques, peuvent vous être fournis sans frais supplémentaires par le service bibliographique de « France-Forum ».

(Port et Emballage gratuits.)

Écrire au service bibliographique de
« France-Forum » :

24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-V^e.

DE LA POLÉMIQUE CONSIDÉRÉE COMME L'UN DES BEAUX-ARTS

par Étienne BORNE

SANS doute parce qu'il jette dans la pâte humaine le levain de l'absolu et de l'exigence, le christianisme est pour l'esprit polémique un paradoxal et prodigieux terrain de culture. Toute son histoire en témoigne. Le chrétien ne cesse d'y contester le chrétien, traditionalistes et novateurs s'y déchirent à longueur de siècles; prophètes et politiques, théologiens et mystiques condamnés à vivre ensemble y font un ménage orageux. On y voit par exemple Pascal et Mauriac polémiqueant contre l'homme de la nature et du confort dans *les Pensées* ou dans *Thérèse Desqueyroux* et derechef polémiqueant contre les jésuites et les républicains populaires dans les *Provinciales* ou le *Bloc-Notes*. Phénomène peu insolite, la chrétienté toute mêlée au monde n'étant pas exactement une bergerie.

FRANÇOIS MAURIAC n'est pas le premier à avoir porté au plus épais de la politique et comme un signe de contradiction les raisons du cœur et les lois de la conscience. D'autres l'avaient fait avant lui et par exemple ce Marc Sangnier qui lui fournissait l'occasion d'une caricature dans *L'Enfant chargé de chaînes* ou cet Emmanuel Mounier aux dépens de qui il savait si bien faire rire au temps des chroniques du défunt et très bourgeois *Écho de Paris*. Mais François Mauriac accomplit cette mission en donnant à sa phrase et à sa conviction un frémissement unique dans l'histoire de notre prose.

Cependant la plus éminente victime de la polémique de François Mauriac et la plus digne de compréhension et de charité est François Mauriac lui-même, dans la mesure où l'auteur du *Bloc-Notes* ne cesse de confesser ce qu'il est, c'est-à-dire ce qu'il éprouve dans le moment présent, sans rouerie et sans artifice, sans mémoire et sans réflexion dans une sorte d'innocence, d'ingénuité et comme de nudité assez gênante à surprendre. L'homme, c'est à la fois sa faiblesse et sa grandeur, n'est que passion, et la corde d'airain, que, comme l'autre, il ajoute à sa lyre, n'est capable que de deux sons l'un d'exaltation éperdue, l'autre d'exécration forcenée. Il arrive

à François Mauriac d'adorer ce qu'il a brûlé comme aujourd'hui Guy Mollet en instance de réhabilitation en récompense de son zèle gaulliste, mais plus ordinairement de brûler ce qu'il avait adoré. La même passion fait le ciel et l'enfer de cette divine comédie et le supplice des uns et l'apothéose des autres sont la proie des mêmes flammes et font sur l'horizon le même incendie.

L'OBJECTIVITÉ ici serait l'ennemie de l'art. La paille devient poutre dans l'œil détesté. Le pire est précipitamment cru dès lors qu'il s'agit de l'adversaire. Inversement le grand homme du moment est héros d'épopée. Cependant la polémique de François Mauriac est, il faut lui en donner acte, libre de haine. Un poète dramatique a besoin de méchants pour peupler l'univers de son rêve et imagine-t-on Shakespeare détestant Othello, Corneille Rodogune ou François Mauriac Georges Bidault? Et si quelque lecteur, dupe de cette esthétique attardée qui voulait que la ressemblance avec la banalité quotidienne fasse la valeur de l'art se mettait à mépriser, à haïr et à calomnier les chères et coutumières victimes de François Mauriac, l'auteur du *Bloc-Notes* pourrait bien dans l'innocence de son cœur lui jeter le cri d'Hermione à Pyrrhus : « Qui te l'a dit? »

AU terme d'une vieille polémique, Jean-Paul Sartre, familier de tous les contre-sens, écrivait « Dieu n'est pas un artiste, M. Mauriac non plus ». Pitoyable méprise! La polémique de François Mauriac est l'un des beaux-arts. Objet d'une recreation poétique, l'histoire contemporaine y devient une vallée de Josaphat où les illustres du temps présent dépouillés, tremblants et transis sous le souffle de l'abîme n'ont le choix qu'entre une droite d'infamie et une gauche de gloire cependant que tonne un Juge de comédie dramatique. François Mauriac est un grand artiste. Mais la chance des victimes du *Bloc-Notes* c'est que Dieu n'est pas un artiste et n'est pas forcé d'inscrire au compte de sa secrète justice les damnés de Dante ou de François Mauriac.